

Informalité et hybridité au sein des forces de défense

de Côte d'Ivoire

Moussa Fofana

1. Introduction

Cette étude a pour objectif d'analyser le processus d'hybridation et d'informalisation des forces de défense en Côte d'Ivoire des années 1980 à aujourd'hui. Elle analyse comment l'armée ivoirienne s'est recomposée à partir d'ajouts de couches successives de recrues sans cohérence à l'absence de règles pour institutionnaliser un processus de recrutement moderne. L'accès à l'armée, à la fois marqué par des règles floues et influencé par des circonstances politiques, pose la question du caractère moderne, républicain et opérationnel de l'institution de défense. Ne répondant plus aux standards d'armée moderne, l'armée ivoirienne est progressivement devenue un élément majeur du processus de fragilisation de l'Etat. Elle a été marquée par les conjonctures économiques des années 1980, engagée dans les mutations sociopolitiques amorcées par le multipartisme dans les années 1990, instrumentalisée dans la compétition politique et divisée dans le courant des années 2000. Pendant ces décennies, les adaptations des hommes en armes à ces évolutions, tout comme leur compromis avec la classe politique ont contribué à l'avènement d'une armée composite. L'étude se propose donc de mettre en lumière les recompositions et intégrations successives des recrues au sein des forces de défense ivoiriennes, de se pencher sur les modes formels et informels d'intégration de cette ressource humaine hybride et d'analyser le vécu et le ressenti des acteurs face à l'informalisation de l'institution de défense.

Cette étude entend montrer le processus et les facteurs d'informalisation et d'hybridation de l'organisation sécuritaire ainsi que leurs implications dans sa structuration et son fonctionnement actuel. Elle poursuit les objectifs suivants :

- (i) Produire une cartographie des trajectoires et logiques d'inclusion des recrues au sein de l'armée ivoirienne.
- (ii) Identifier les principaux facteurs des processus d'hybridation et d'informalisation des forces de défense et de sécurité ivoiriennes.
- (iii) Relever et analyser les perceptions des acteurs face à l'hybridation et l'informalisation des forces armées.

2. Contexte de l'étude et état du problème

Entre réformes annoncées et soulèvements

Les dénominations successives des FANCI (Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire), FDS-CI (Forces de Défense et de Sécurité de Côte d'Ivoire), FRCI (Forces républicaines de Côte d'Ivoire) et aujourd'hui FACI (Forces armées de Côte d'Ivoire, nouvelle dénomination depuis novembre 2016) rendent compte de l'histoire politique d'un corps social cherchant à définir ou redéfinir son rôle dans la société.

Les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire, (FRCI) créés par décret en mars 2011, apparaissent dans le contexte de crise postélectorale faisant suite au refus du président sortant Laurent Gbagbo de reconnaître l'élection d'Alassane Ouattara (Fofana,2011). Ce dernier, pour équilibrer le rapport de forces, a recours à l'ancienne armée rebelle des FAFN (Forces Armées des Forces Nouvelles) de Soro Guillaume et une partie de l'armée gouvernementale qui a fait défection à Gbagbo qu'il engage sous le sceau de la République à reconquérir militairement le pouvoir. Les FRCI comportant visiblement une majorité de combattants originaires des groupes ethniques du Nord seront difficilement perçus comme porteuses de valeurs républicaines eu égard à leur composition identitaire, les profils et trajectoires sociales de certains soldats (analphabètes, repris de justice, etc.) et leurs conditions d'engagement dans un contexte de forte fragilisation de la cohésion nationale. Dans l'opinion publique nationale, et suite à de confrontations parfois violentes entre des populations visiblement hostiles et cette armée recomposée, il est apparu le terme de « **FRères Cissé** » pour ironiquement désigner les FRCI. « Cissé » étant un patronyme qu'on veut emblématique des groupes ethniques du Nord ivoirien et même au-delà : Mali, Guinée, Burkina... Le projet d'unification des forces armées de l'ex-rébellion et des forces pro-gouvernementales portée par les FRCI était donc galvaudé par une partie de l'imaginaire sociale ; ce qui l'éloignait également du creuset de l'unité nationale que l'armée devrait incarner. C'est vraisemblablement pour ces raisons et contextes cités ci-dessus et dans l'optique d'améliorer l'image de cette armée auprès de l'opinion nationale que la dénomination FRCI (Forces Armées de Côte d'Ivoire) a remplacé celle de FRCI.

Les forces de défense ivoiriennes se trouvent dans une phase de mise en œuvre des réformes annoncées par le gouvernement après la crise postélectorale de 2010. Une loi portant organisation de la défense et des forces armées de Côte d'Ivoire a été votée en juin 2016 par l'Assemblée nationale. Le gouvernement s'apprêtait à amorcer les actions ambitieuses planifiées dans la loi de programmation militaire dont l'exécution fut évaluée à plus de 2.000 milliards de francs CFA (3,8 milliards d'euros) jusqu'en 2020¹ lorsque des mutineries ont à nouveau éclaté début janvier 2017 dans les camps et casernes à Bouaké, Bondoukou, Daloa, Korhogo et Abidjan. Les soldats anciennement combattants des FAFN (Forces armées des Forces Nouvelles) et intégrés à l'armée conformément à l'Accord politique de Ouagadougou (APO) réclamaient des primes, des avancements en grade et de meilleures conditions sociales.

Le 18 novembre 2014, un premier soulèvement avait déjà ébranlé la sérénité du régime. Ce premier mouvement de grogne, débuté à Bouaké, s'était généralisé aux camps d'Abidjan, Daloa et Korhogo. Les problèmes posés à l'occasion de cette sortie des militaires, dont une majorité de nouvelles recrues et d'anciens ex-FDS (Forces de Défense et de Sécurité, soit les forces de l'ancienne armée nationale d'avant la crise post-électorale), avaient été rapidement résolus. Diligemment, le Ministre de l'Intérieur² (le 19 novembre) puis le Président Ouattara (le 20 novembre 2014), ont alors rencontré les hommes de rang et donné suite à leurs revendications, essentiellement matérielles.

¹ Globalement, cette loi prévoit la modernisation et des achats d'équipements pour 1,2 milliard d'euros et une refonte des effectifs.

² Cette intervention du Ministre de l'Intérieur en lieu et place du Ministre de la défense s'explique en référence à la guerre que se mèneraient en sourdine Guillaume Soro (ex-chef de l'armée rebelle, ex-ministre de la Défense et actuelle président de l'Assemblée Nationale) et Hamed Bakayogo. Des observateurs de la scène politique

Trois ans plus tard, la mutinerie de janvier 2017 a permis à 8400 soldats concernés - c'est-à-dire les ex-combattants des FAFN - d'obtenir chacun la somme de 12 millions de F CFA³. Le gouvernement, au même moment, confronté aux revendications relatives à la pension de retraite des fonctionnaires en grève, a justifié le paiement de ces primes comme conforme à des dispositions de l'APO. Dans la même veine, les autres « *corps habillés* », notamment les gendarmes et les militaires ex-FDS ont manifesté leur grogne pour revendiquer les mêmes traitements, sans succès. Puis, le 7 février, ce sont les localités d'Adiaké, Olodio et Tengrela qui ont été paralysées par les tirs en l'air des 2600 éléments des forces spéciales, considérées comme un corps d'élite de l'armée. Les revendications de ces dernières sont similaires à celles des mutins de Bouaké mais cette fois il est fait référence à des arriérés de primes qui s'élèveraient à 17 millions de F CFA pour chaque élément. Les négociations entre ces éléments et leurs hiérarchies ont abouti à l'accalmie mais aucune source officielle n'affirme ou n'infirme le paiement des primes aux soldats des forces spéciales. Ces vagues de soulèvement ont donné lieu à une grande vague de remaniement complet de la hiérarchie⁴ de tous les commandements de l'armée et de la gendarmerie au cours du mois de janvier 2017. Une autre mutinerie en mai 2017 prouve que la situation n'est toujours pas réglée⁵.

Ces événements récents soulignent l'instabilité de l'armée ivoirienne dont la composition hétérogène n'a pu encore être réformée pour en faire un corps unifié. Les coups de feu et bruits de bottes sont devenus un moyen d'expression des hommes en armes. L'institution de défense montre une fois de plus qu'elle est définitivement une source potentielle d'instabilité et d'insécurité pour le reste du corps social. Un regard rétrospectif porté sur cette armée permet d'identifier et caractériser les sources de son instabilité interne et la nature de ses rapports avec la classe politique ivoirienne.

La parenthèse FRCI : une armée de conquête du pouvoir

Avant d'être renommées Forces Armées de Côte d'Ivoire, les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) se présentaient comme une unification de toutes les forces armées belligérantes qui ont animé les fronts militaires de la décennie de crise vécue par la Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011. Avec 41.230 hommes (22.890 militaires et 18.960 gendarmes)⁶ aujourd'hui, elles se composent en réalité des effectifs successifs des recrues circonstancielles d'une partie des forces armées de l'ex-rébellion (FAFN) et des effectifs officiels et non-officiels de l'armée pro-gouvernementale sous Laurent Gbagbo.

ivoirienne voient dans cet événement une manifestation des querelles de succession entre ces jeunes « loups politiques » de la galaxie Ouattara. Des rumeurs circulant ont véhiculé l'idée que Guillaume Soro aurait suscité ou encouragé la grogne des mutins et le ministre Hamed Bakayogo, en apaisant les militaires aurait ainsi affirmé sa capacité à exercer son autorité sur les hommes en arme.

³ Du moins un « accord non-officiel » aurait permis d'apaiser les mutins contre le paiement à chacun d'une somme de 5 millions de francs CFA et de l'échelonnement du reste de la prime sur 7 mois en raison d'un million de francs CFA par mois. D'ailleurs les difficultés de trésorerie rencontrées par l'Etat compromettent la tenue de cette promesse occasionnant la reprise d'autres négociations discrètes avec les militaires qui recommencent à menacer ouvertement le gouvernement avec une nouvelle mutinerie en mai 2017.

⁴ Les remaniements de cette période n'ont pas fait émerger véritablement des nouvelles têtes dans la hiérarchie militaire. Au contraire, les anciens commandants de zone de l'ex-rébellion ont été repositionnés dans la hiérarchie tandis que des adjoints ont gagné en promotion.

⁵ Du 12 au 15 mai 2017, une nouvelle mutinerie plus menaçante pour la stabilité de l'Etat éclate dans les différentes casernes du pays. Les soldats réclament cette fois le paiement immédiat du reliquat promis des primes à la suite d'une déclaration de certains des leurs qui disaient renoncer à toutes revendications financières. Ce soulèvement sera analysé plus loin dans cet article.

⁶ Chiffres de la programmation militaire en 2016.

Relevant plus de la stratégie de conquête du pouvoir que de la volonté de porter un réel projet d'édification d'une armée imprégnée des valeurs républicaines, leur création⁷ a consacré la mise en œuvre d'une décision prise à l'issue de l'APO en mars 2007 : celle de la création d'une armée hybride. Six années plus tard, on peut légitimement questionner l'état de la cohabitation au sein de cette institution « républicaine » entre, d'une part, les forces résiduelles d'une armée gouvernementale restées « loyales » à l'ex-chef d'Etat jusqu'à sa défaite militaire et d'autre part, les forces hétéroclites d'une armée de rebelles dont la composition et la structuration de la chaîne de commandement était alors mal connus. On peut interpréter les mutineries évoquées ci-dessus comme la manifestation des difficultés à faire de ces composantes hétéroclites un alliage homogène d'hommes obéissant à une chaîne de commandement qui elle-même reste à définir et à consolider.

Un défi pour la stabilité de l'Etat

Conscient des insuffisances de cette armée qui ne se limitent pas au manque d'équipements, d'infrastructures ou de formation, le président Ouattara a entrepris dès 2012, dans le cadre des efforts de RSS, de réformer l'appareil de défense. La loi de programmation militaire évoquée plus haut projette un ensemble d'actions à entreprendre pour, aux dires d'Alain Richard Donwahi, Ministre auprès du Président chargé de la défense, « faire de l'armée ivoirienne un modèle rattaché aux valeurs morales de la République, respectueuse des droits de l'Homme » d'ici 2020. Le Ministre affiche aussi l'ambition de rebâtir une « armée qui ne s'occupe pas de politique » pour « en faire un instrument au service de la République et de ses citoyens »⁸. Après la série de mutineries de janvier et février 2017, le Ministre Alain Richard Donwahi estimant lucidement l'ampleur du défi, a rappelé, au cours d'une interview qu'au « sortir d'une dizaine d'années de crises traversées par le pays, il n'est pas facile d'avoir une armée recomposée qui soit aussi facile à tenir, à reconstituer. C'est un travail qui est long »⁹. Aussi, l'horizon 2020 fixé pour achever ce travail de réforme, à l'aune des événements récents, devient hypothétiquement difficile à tenir.

3. Processus d'hybridation et d'informalisation des forces de défense

Nous nous proposons de revisiter un processus, qui après la suspension tacite des règles contenues dans le code de la fonction militaire, a conduit à l'informalisation de l'armée ivoirienne à partir de 1990. Ce processus permit à plusieurs générations de soldats, à la faveur de conjonctures politiques ou d'enjeux porteurs de risques pour les régimes successifs, d'accéder et de se maintenir au sein de l'armée au mépris des règles en vigueur. Ces règles disposent que les soldats appelés, s'ils ne sont pas retenus une fois leur service militaire de 18 mois achevé, retournent à la vie civile ou sont retenus dans l'armée de réserve. En pratique, ce mécanisme s'est enrayé et a été contourné dans le contexte des remous sociaux successifs et des agitations de la sphère politique qui ont cours depuis l'avènement du multipartisme en Côte d'Ivoire. L'indiscipline des soldats et les mutineries qui en sont la forme avancée ont régulièrement été utilisées par les « appelés » jusqu'en 2000. Aussi certaines recrues circonstancielles des années de braise entre 2002 et 2011 continuent-elles de recourir à la

⁷ Elles ont été créées par l'ordonnance N° 2011-33 du 17 mars 2011.

⁸ Alain-Richard Donwahi, Ministre auprès du Président de la République chargé de la Défense, Interview accordé à l'Agence Ouest-France, publié sur Imatin le 9 juillet 2016.

⁹ Entretien accordé à la télévision « Sika Tv » et dont la vidéo a été diffusée, vendredi le 17 février, sur la page Facebook du ministère de la défense.

même stratégie somme toute payante. C'est ainsi que depuis 1990, les arrangements et restructurations informels successifs des effectifs sont devenus une constante dans l'édification de l'armée nationale jusqu'à l'avènement des FRCI. Nous passons en revue les maillons plus ou moins visibles de la chaîne d'informalisation du recrutement et du processus d'hybridation des effectifs de l'armée sur au moins trois décennies.

3.1 De 1990 à 2012 : les vagues de recrues informelles

L'armée ivoirienne, a subi les effets négatifs de la contraction économique des années 1980. Si le premier Président Houphouët-Boigny n'en a pas fait un pilier fort de sa gouvernance, l'armée et surtout les officiers avaient cependant une place de choix au sein de l'administration. Les mutations sociopolitiques induites par la crise économique ont ainsi été plus fortement ressenties par les jeunes militaires du rang qui étaient assurés de voir leur situation sociale se précariser davantage à la sortie de l'appareil militaire à l'issue de leur service militaire. En réaction, 3338 jeunes soldats des classes 87/1A, 87/2A, 88/1A et 88/2A devant retourner à la vie civile en décembre 1990 et juin 1991, se sont violemment mutinés (Ouattara, 2003)¹⁰, ont revendiqué et obtenu un salaire garanti ainsi que leur maintien au sein de l'armée jusqu'à l'âge de 55 ans comme les policiers, les gendarmes et les autres fonctionnaires¹¹.

Comme le fait remarquer Ouattara Azoumana (2003), cet événement constitue un précédent dans l'histoire de cette armée car, de fait, il a rendu caduque les dispositions relatives au recrutement dans les forces armées prévues par la loi n° 61-210 du 12 juin 1961. Dès lors, des pratiques de gestion des effectifs sous les contraintes économiques ont rendu plus floues les règles pour intégrer l'armée. L'extrait ci-dessous du parcours biographique d'Issiaka Ouattara, alias Wattao, nommé en janvier 2017 Commandant de la Garde Républicaine, donne un aperçu de cette époque du dérèglement de l'institution militaire :

Encadré 1 : Wattao, symbole de parcours atypique

(...) Il apprend donc la mécanique et, en 1986, grâce à un ami, il est recruté dans un garage militaire à Abidjan. À 18 ans, il effectue son service militaire. « À l'époque, raconte-t-il, cela durait un peu moins de deux ans. À la fin, beaucoup demandaient à rester dans l'armée, mais seuls ceux qui avaient des parents bien placés et des relations y parvenaient. »

Engagé après la mutinerie de 1990

En 1990, ceux qui sont renvoyés à la vie civile exigent d'être engagés. C'est la première mutinerie de Wattao. « Pour nous, les enfants de pauvres, c'était notre seule chance d'entrer dans l'armée. » Félix Houphouët-Boigny a 85 ans, il cède. Tous ou

¹⁰ Le processus officiel de recrutement dans l'armée, après cette période s'est continué mais ne faisait plus l'objet d'annonce publique comme nous l'a confié un ex-officier anciennement membre de FAFN. Des personnes ont ainsi été recrutées à partir de réseaux de liens divers qu'elles avaient avec des membres des forces de défense.

¹¹ Le maintien dans l'armée jusqu'à 55 ans a conduit à une inversion de pyramide des âges avec un effectif vieilli au point où la programmation militaire votée adresse cette situation en proposant des départs négociés et la proposition de contrat renouvelable aux militaires.

presque sont engagés. Issiaka Ouattara devient fantassin et découvre le judo, « pour calmer [son] tempérament de bagarreur »¹².

Progressivement, en dehors de la législation en vigueur, la hiérarchie militaire perdra le contrôle sur les flux sociologiques qui ont alimenté les troupes. Plus inquiétant, l'armée, en perte de repère, commençait à se concevoir comme une institution d'accueil pour jeunes inadaptés sociaux. D'ailleurs, le colonel Robert Guéï, alors chef d'Etat-Major, avait fait le diagnostic suivant : « *Pendant longtemps en Côte d'Ivoire, l'armée était synonyme de maison de correction. Nous avons donc accueilli durant longtemps des jeunes gens déformés par la société que nous avons essayé de redresser, en leur inculquant la discipline à notre manière...* »¹³.

Des règles floues de recrutement et de maintien des hommes ont contribué à l'apparition au sein de l'armée de plusieurs factions qui deviendront plus visibles à la suite du coup d'Etat de décembre 1999 : « *Camora* », « *Cosa Nostra* », « *Brigade Rouge* », « *Kamajors* » etc. Il s'agit des factions militaires plus ou moins autonomes qui se sont constituées au sein de l'armée au cours de la transition militaire sous le Général Guéï et se sont illustrées par leurs exactions. Elles ont fonctionné comme des milices urbaines dont le leadership était assumé par des sous-officiers qui étaient en première ligne de la mutinerie puis du coup d'Etat. Ces derniers, sans être les plus visibles de la transition conduite par le CNSP (Comité National de Salut Public), régentaient le fonctionnement quotidien de la sécurité dans certains espaces qui s'apparentaient à des fiefs. La « *Camora* » et la « *Brigade rouge* » étaient placées sous les ordres du Lieutenant Boka Yapi, homme de confiance du Général Guéï. « *Kamajors* » est le nom choisi par un autre groupe de mutins qui avait pris la télévision et avait installé ses quartiers autour de ce site ; ce groupe était dirigé par un certain « *Kadhafi* ». Enfin la « *Cosa Nostra* » était dirigée par le sergent-chef Ibrahim Coulibaly, dit « *IB* », un des hommes forts de la junte de Guéï avant d'être écarté et exilé en août 2000. Bien que le coup d'Etat de 1999 se soit opéré « sans effusion de sang », il donne ainsi lieu à l'établissement d'un climat social de terreur tenu par ces factions. Comme le résume Akindès (2003), « [c]es forces libérées prennent prétexte de la logique sécuritaire pour racketter et piller les populations civiles, comme s'ils se vengeaient de tant d'années de marginalisation et de déclassement sociaux. (...) Toutes choses qui, au lieu d'apporter le changement souhaité d'un autre ordre social et politique, causaient plutôt un véritable traumatisme au sein de la société ivoirienne » (Akindès 2007 :26).

L'avènement des FRCI est une autre preuve des conjonctures politiques qui ont conduit à l'informalisation de l'accès à l'armée. En effet, leur création, en même temps qu'elle est une ultime preuve des influences du jeu politique sur l'institution de défense nationale, consacre la prise en compte officielle de ces différentes générations de cohortes au sein de l'effectif militaire. Les contextes ainsi que les conditions d'accès et de maintien de ces dernières au sein de l'armée sont tout autant exceptionnels qu'informels, comme nous le montrerons par la suite. Ainsi, au fil de longues

¹² Source : « *Wattaou, l'insubmersible* » par Haby Niakate, in Jeune Afrique du 20 février 2017. Disponible à l'adresse : <http://www.jeuneafrique.com/mag/402643/politique/cote-divoire-wattaou-linsubmersible/>
Issiaka Ouattara, comme bien d'autres militaires fut victime de la purge entreprise par le Général Guéï Robert. Ce dernier, après sa prise de pouvoir, soupçonnait un groupe de militaires comme étant des soutiens de l'opposant Alassane Ouattara au sein de l'armée. C'est ainsi qu'après les emprisonnements, la torture et l'exil, la trajectoire de Wattaou rejoint celle des autres soldats à l'origine de la rébellion de 2002.

¹³ Interview de Robert Guéï, « exclusif : FANCI, une nouvelle armée » in Fraternité-Matin n°7902 du mercredi 06 février 1991, p 10

années, l'informalisation du recrutement qui ne donnait aucune lisibilité sur les conditions d'intégration au sein de l'armée, s'est perpétuée, au point de graver dans l'imaginaire de nombreux jeunes, l'idée qu'il faut bénéficier de privilèges ou de relations particulières avec des militaires haut placés dans l'armée nationale pour espérer devenir « *un corps habillé* » si l'on en a l'ambition. Une telle perception était notamment répandue chez les combattants de la rébellion. Nous avons montré dans nos travaux sur les trajectoires sociales de ces jeunes combattants qu'au-delà du discours sur la justice sociale et les récriminations contre « l'ivoirité », l'enrôlement au sein de la rébellion était en partie perçue comme une voie d'accès à l'armée nationale.

Encadré 2 : On voulait rentrer dans l'armée

Nous, on voulait rentrer dans l'armée et on ne savait pas comment faire... Donc voilà une occasion (la rébellion de 2002) qu'on a eue pour rentrer dans l'armée !

(...) Pourquoi ? Parce que avant pour rentrer dans l'armée si tu n'as pas quelqu'un devant toi, qui est un peu...heu... qui connaît beaucoup de personnes pour pouvoir inscrire ton nom, tu peux pas. Les Forces Nouvelles ça a été l'occasion de rentrer dans l'armée.

Métola, 25 ans, 06/01/2007¹⁴

A l'image de Métola, de nombreux ex-combattants sont restés mobilisés de manière informelle au sein des troupes des Forces nouvelles longtemps après la crise postélectorale : cette longue mobilisation s'explique non pas seulement par une indéfectible loyauté à l'égard de leurs anciens « *com-zones* », mais aussi par la promesse tacite que ces derniers leur ont faite de les intégrer dans l'armée au sortir de la crise. Cette attente n'avait rien d'illusoire puisque l'exemple des parcours atypiques des chefs de guerre de l'ex- rébellion prouve qu'il est possible de faire carrière dans cette armée sans avoir eu de « coup de pouce ». On peut mieux comprendre cette informalisation du recrutement en revenant sur les différentes couches hybrides qui composent l'armée ivoirienne.

3.1.1. Les « Zinzins, Bahéfoués et Godobés »

Premièrement, les dénominations « Zinzins, Bahéfoués et Godobés » désignent plusieurs classes de soldats appelés dans le courant des années 1990 à 2000 qui ont réussi par la révolte à se maintenir au sein de l'armée. Sous le président Bédié, en 1996, au sortir d'une compétition politique rude marquée par le « boycott actif » de l'élection présidentielle par une opposition unie, ce sont cette fois, 600 appelés de la garde républicaine en fin de service qui refusent de quitter l'armée et se révoltent. Ces vagues de militaires ont obtenu d'être incorporés pour achever une carrière dans les forces jusqu'à la retraite à 55 ans.

En 2000, un effectif avoisinant les 750 hommes appartenant en majorité à la classe 98/2A (les « Zinzins et Bayéfouhê ») auxquels s'ajoutaient des soldats de première classe de la promotion 1999 (les « Godobé ») ayant terminé leur service militaire de 18 mois, refuse la démobilisation. Les « Zinzins et Bayéfouhê » sont en fait des groupes de soldats anciennement démobilisés que le Général Guéï avait rappelés et intégrés à sa garde personnelle. Ils auraient même été maintenus par le général Guéï devenu chef d'Etat, avec en bonus une hausse de solde. A la faveur du changement de pouvoir après

¹⁴ Moussa Fofana (2012), Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire, Thèse de Doctorat de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, septembre 2012, p178.

octobre 2000, ils auraient dû être à nouveau démobilisés et étaient ainsi sous la menace d'une radiation des effectifs en 2002 sous le régime Gbagbo. L'éclatement de la rébellion en septembre 2002 aurait coïncidé avec leur projet de mutinerie qui aurait été dilué dans l'action plus stratégiquement élaborée des chefs de la rébellion du MPC¹⁵.

Il faut faire remarquer que les chefs militaires de la rébellion de septembre 2002 tel que le sergent-chef Ibrahim Coulibaly alias IB (ex-chef de la Cosa Nostra), l'adjudant Tuo Fozié, le sergent Chérif Ousmane, l'adjudant-chef Messamba Koné, le sergent-chef Irénée Kablan, le caporal Oumar Diarrasouba alias Zaga-Zaga, le sergent-chef Souleymane Diomandé alias La Grenade, le sergent Ouattara Issiaka alias Wattao (également ex-membre de la Cosa Nostra), le caporal-chef Adama Coulibaly Bachir alias Adams (ex-membre de la Cosa Nostra), le sergent-chef Bamba Kassoum alias Kass, Koné Zakaria, etc. étaient membres de ces troupes appelés zinzins ou bahéfoués rappelés sous le régime de Gueï.

Cette classe de soldats, dont les engagements au sein des FAFN furent décisifs, a été intégrée au sein de l'armée officiellement le 23 novembre 2009¹⁶. Les « zinzins, bahéfoués et godobés » ont donc obtenu finalement gain de cause et ont été répartis dans les démembrements de l'armée à partir de cette date.

3.1.2. Les recrues civiles des FAFN (Forces Armées des Forces Nouvelles)

Les Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) sont le regroupement des trois mouvements armés qui sont successivement apparus sur les fronts militaires à partir de septembre 2002. Il s'agit du MPC (Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire), du MPIGO (Mouvement populaire ivoirien du grand Ouest) et du MJP (Mouvement pour la justice et la paix). Ces trois rébellions - qui ont éclaté dans des contextes tout aussi différents que les motifs qui les justifiaient - se sont officiellement unifiées le 22 décembre 2002 pour former une seule entité connue sous le nom de « Forces Nouvelles de Côte d'Ivoire » avec à sa tête Guillaume Soro. Ensemble, occupant un peu plus de 60% du territoire national, leurs combattants avaient la caractéristique d'être majoritairement des civils issus des zones assiégées. Une majorité de combattants était originaire des groupes ethniques du Nord et de l'Ouest. Akindès et Fofana (2012) observent que ces combattants ont en commun de vouloir combattre le pouvoir de Gbagbo, perçu comme excluant leurs groupes ethniques. Autour du noyau militaire des groupes armés, il s'est ainsi rassemblé une majorité de combattants civils aux profils divers allant de l'étudiant, à l'élève déscolarisé ou à l'agriculteur en passant par le repris de justice, etc¹⁷. Comme en

¹⁵ Nous avons pu établir à partir de témoignages concordants (entre 2004 et 2008) que les zinzins et bahéfoués, auxquels appartenait une bonne partie des têtes de la rébellion avaient déjà entamé leur soulèvement à Bouaké le 18 septembre 2002. Ils ont reçu le soutien armé des militaires exilés du Burkina et par la suite le renfort des recrues civiles.

¹⁶ La question des grades et la réinsertion dans l'armée des ex-FDS ayant appartenu à la rébellion était devenu après l'APO un impératif de la sortie de crise. Après l'intégration officielle des généraux de la rébellion intervenu le 17 novembre 2009, celle des autres militaires rebelles a été actée le 23 novembre par le camp gouvernemental pour montrer sa volonté d'aller à l'élection présidentielle d'octobre 2010.

¹⁷ Le PNDDR qui a procédé à l'identification et au profilage de ces effectifs, disposerait des statistiques sur les combattants rebelles. Cependant, cette structure ainsi que celle qui lui ont succédé n'ont jamais permis l'accès des chercheurs à ces chiffres.

témoignait l'un de nos interviewés qui fut en charge du recrutement et de la formation au sein des FAFN, l'armée rebelle a accueilli au départ cette ressource humaine sans sélection :

« Dans un premier temps, tous ceux qui sont accourus vers nos forces ont été retenus. Mais c'est dans la durée que nous avons classés nos éléments. Nous n'avons pas fait des choix systématiques au début, c'est à l'appréciation du chef qui est sur le terrain que les hommes étaient affectés à des tâches spécifiques. C'est longtemps après que nous avons mis un État-major en place, alors la gestion n'était pas au début celle d'une armée moderne. Mais nous avons repéré ceux qui avaient une instruction du niveau BAC plus et BEPC qui ont été intégrés dans l'administration. On les a formés sur le tas. »¹⁸

En avril 2008, le PNDDR (Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration) en charge de la démobilisation avait profilé 32777 combattants appartenant aux FAFN. Dans le cadre de la sortie de crise, les parties étant convenues de la nécessité de l'édification d'une nouvelle armée, les différents additifs à l'APO ont permis de discuter des quotas d'ex-combattants de FAFN qui intégreraient la nouvelle armée à la fin de la crise¹⁹. Ainsi les Volontaires pour l'Armée Nouvelle, appelés « VAN », ex-combattants de FAFN, au nombre de 5000 devaient-ils intégrer la nouvelle armée de Côte d'Ivoire. Environ 4000 de ces ex-combattants devaient être intégrés dans la police et la gendarmerie tandis que 1000 autres rejoindraient les forces paramilitaires (Douanes et Eaux et Forêts). Le reste de l'ancien effectif des combattants FAFN estimé aux environs de 35.000 personnes seraient orientés vers les structures en charge de leur réinsertion socioéconomique.

Les répartitions et modes d'intégration des ex-rebelles dans l'armée seront en partie faussés par la sortie de crise violente à l'issue du conflit post-électoral. De nouveaux types de combattants dits « associés » vont apparaître aux côtés des ex-FAFN.

3.1.3 Les soldats « Haut les cœurs » et les vrais « faux militaires » des FDS

Dans la logique d'une réaction contre-insurrectionnelle, face aux difficultés réelles de l'armée à combattre efficacement contre la rébellion du MPCI, le régime Gbagbo à travers son réseau de soutien de « jeunes patriotes » avait organisé le recrutement de supplétifs pour soutenir les FANCI. Ainsi, en décembre 2002, lors d'une première vague de recrutement des 3000 jeunes supplétifs pour appuyer les FANCI engagées sur les différents fronts, ce sont plus de 30.000 jeunes ivoiriens qui avaient répondu à l'appel sous le drapeau. Les jeunes retenus n'avaient pas encore exercé un premier emploi avant l'éclatement de la crise. Une seconde vague de 1000 autres supplétifs aurait été recrutée cette fois grâce à l'implication personnelle de Charles Blé Goudé, alors principal leader des organisations de jeunes soutenant le régime Gbagbo. En somme, en 2003, ce sont ces recrues proches des milieux patriotiques et autres milices civiles ayant une articulation militaire qui rejoignent l'armée en difficulté. Au nombre d'environ 4.000, ces derniers encore appelés soldats « Haut les cœurs » - en

¹⁸ Entretien avec Major Camara, 26/12/2006. Source : Fofana M. (2012), Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire, Thèse de Doctorat de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, septembre 2012, p.102

¹⁹ Les questions des grades des militaires et de l'intégration des policiers et gendarmes des FAFN qui entravaient encore la réunification des deux armées ont été réglées par un décret présidentiel pris lors d'une visite d'État du Président Laurent Gbagbo à Séguéla le 17 novembre 2009.

référence aux primes de motivation payées²⁰ - deviennent des militaires pour suppléer une armée vieillissante et mal équipée. Mentionnons par ailleurs, que le premier accord inter-ivoirien signé en France à Marcoussis en janvier 2003 avait décidé que cette catégorie de soldat soit extraite de l'armée. Cette décision ne sera jamais exécutée.

Soulignons la proximité qui a caractérisé les rapports entre les nombreuses milices pro-gouvernementales et les FDS acquises au régime tout au long de la crise politico-militaire. Il s'agit pour les plus connues du GPP (Groupement des Patriotes pour la Paix), du FLGO (Front de Libération du Grand Ouest), de l'AP-wê (Alliance des Patriotes Wê), du MILOCI (Mouvement Ivoirien pour la Libération de l'Ouest de la Côte d'Ivoire), de l'UPLTCI (Union des Patriotes pour la Libération Totale de Côte d'Ivoire), tous groupements armés qui ont essaimé et semé la terreur dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement et particulièrement dans l'Ouest du pays. Bien que leur démantèlement ait été décidé et partiellement exécuté en 2005, les responsables de ces milices ont gardé des relations privilégiées avec l'armée et les milieux politiques pro-gouvernementaux. A partir de réseaux informels, nombreux de ces miliciens auraient été intégrés dans les forces armées et s'y sont maintenus jusqu'aux affrontements post-électorales pendant lesquels les milices citées plus haut ont été remobilisées. Une dernière vague de combattants a même été recrutée pendant la période du conflit post-électoral. Ainsi des jeunes, sous le prétexte qu'ils intégreraient l'armée après la crise, se sont-ils fait enrôler par des réseaux proches des mouvements patriotiques, souvent contre le paiement de somme d'argent. C'est ce groupe de soldats qui sera découvert et dénoncé comme constitué de « *faux militaires* » à la faveur du retour des militaires exilés en avril 2014²¹. Sur près de 4000 ex-combattants pro-Gbagbo rentré d'exil, 2000 étaient des ex-miliciens. Sur les 2000 autres, 200 se considéraient comme des militaires mais après vérification seuls 27 revenus étaient de vrais militaires qui ont été réintégrés en janvier 2014. Ainsi sur toute la période de crise, les autres n'avaient pas de matricules militaires mais étaient présents dans les camps. Les 173 autres avaient été radiés de l'armée depuis 2008 et 2009. La listes des 2000 miliciens a été transmise à la structure en charge de la réinsertion des démobilisés.

3.1.4 Les sous-officiers de réserve des FANCI

Une autre couche de l'armée ivoirienne correspond aux sous-officiers de réserve des FANCI. Il s'agit d'un ensemble de classes de soldats qui, après leur service militaire, ont été mis à la disposition de l'armée de réserve. Rappelons que jusqu'en 2000, les forces de réserve comptaient 12.000 hommes tandis que les FANCI en comptaient environ 18.000, dont 8 000 gendarmes et 1100 hommes pour la

²⁰ Cette prime de motivation fixée à 50.000 F CFA leur était versée en plus du salaire. Les « haut les cœurs » ont été versé à tous les FDS à partir de 2002. Le paiement de cette prime contraignait le régime à décaisser mensuellement 3,8 milliards de F CFA (5,7 millions d'euros). Le Ministre de la défense sous Gbagbo, M. Kadet Bertin qui envisageait de la réduire de moitié a essuyé le 29 mars 2005 une fronde de plus de mille policiers stagiaires qui sont descendus dans les rues du Plateau quartier administratif d'Abidjan qu'ils ont paralysé avec des barricades. Au bout de quelques heures, ces derniers ont touché leur prime.

²¹ Les combattants pro-Gbagbo défaits pendant les affrontements postélectorales se sont majoritairement réfugiés au Ghana et au Togo et dans une moindre proportion au Libéria. Après la prise du pouvoir par Alassane Ouattara, les FRCI ont subi de façon répétée des attaques à l'Ouest et à l'Est dont les bases de préparation des opérations militaires se trouvaient au Libéria et au Ghana.

Garde présidentielle. Les réservistes ont fait l'expérience singulière d'être réactivés pendant la situation exceptionnelle de l'éclatement de la rébellion, avec la particularité d'avoir rejoint pour certains l'armée gouvernementale et pour les autres les rangs de leurs frères d'arme mutins au sein de la rébellion. Ils étaient moins de 300 sous-officiers de réserves à se retrouver déparagés entre la rébellion et l'armée gouvernementale. Ils ont été dans les deux camps belligérants des formateurs, encadreurs et même des chefs de troupes dont les états de service étaient exemplaires et appréciés. A la faveur des accords et de la restructuration de l'armée, après une inspection des forces des deux armées (gouvernementale et rebelles), un message officiel de la haute hiérarchie militaire en date du 16 juin 2008 avait confirmé la décision d'intégrer ces sous-officiers de réserve dans les corps paramilitaires (Douanes, Eaux et Forêts, Gardes pénitentiaires). Cette décision a été appliquée pour ceux qui étaient dans l'armée gouvernementale tandis que les sous-officiers de réserves au sein des FAFN, au nombre de 103, n'ont pas été intégrés. Selon le porte-parole²² de ces derniers, la hiérarchie des Forces Nouvelles a préféré privilégier l'intégration des Zinzins et Bahéfouès qui étaient plus introduits dans l'armée rebelle. Il estime, par ailleurs, que les chefs de la rébellion ont préféré octroyer les postes dans les corps paramilitaires à leurs parents et proches qui bien souvent n'étaient même pas des combattants dans la rébellion.

3.1.5 Les combattants associés aux FRCI

Dans le dénouement violent de la crise postélectorale, les FAFN rebaptisées FRCI, ont entamé une offensive sur les positions de forces armée pro-Gbagbo à partir du 28 mars 2011. De nombreux civils issus des villes progressivement reprises se sont joints aux FRCI. Ils sont devenus des recrues de fait de cette armée. Ces combattants de la dernière heure, désignés sous l'appellation de « *combattants associés* », ont participé aux assauts des FRCI lancés sur Abidjan à partir du 4 avril. On identifie également sous ce vocable des anciens combattants démobilisés des FAFN qui ont été remobilisés, des jeunes partisans ainsi que des combattants issus du « *commando invisible* » d'Abobo qui, durant plusieurs mois ont résisté aux forces progouvernementales à Abidjan. Leur nombre n'a jamais été déterminé précisément mais en juin 2011, le PNRRRC (Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation communautaire)²³ révélait que ces jeunes volontaires engagés aux côtés des FRCI étaient au nombre de 7.786 pour la seule ville d'Abidjan. De nos entretiens avec un ancien responsable de l'ADDR (Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration) qui eut la charge du recensement des combattants des deux camps, il est apparu un écart entre les chiffres transmis, au départ, par les com-zones et l'Etat-major et ceux produits ensuite par les services de la réinsertion. Les « combattants associés » à leurs troupes, avaient été estimés à 22.071 hommes par les com-zones, tandis que l'ADDR, en février 2013, a identifié sur le terrain 13.102 associés ; soit un écart de 8.969.

²² Sergent Kouakou Emmanuel président de l'association des sous-officiers de réserve des FANCI, au cours d'une conférence de presse animée le 22 juillet 2012 à Bouaké.

²³ Le Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRRC) est l'un des principaux instruments de mise en œuvre des politiques publiques de sortie de crise dont les actions ciblèrent les ex-combattants anciennement associés au conflit sur tout le territoire ivoirien. En effet, avant l'APO, malgré des accords de paix successifs conclus entre les protagonistes de la crise, le processus de DDR n'avait pu démarrer. En partie, le climat généralisé de méfiance réciproque avant l'APO expliquait les réticences des uns et des autres à s'engager dans un tel processus qui aurait marqué le véritable début de la période post-conflit. Le PNRRRC créé par arrêté du Premier ministre Guillaume Soro, juste à la sortie de l'accord de Ouaga, à remplacer en septembre 2007 l'ancien PNDDR-RC (Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration-Réhabilitation Communautaire).

Selon nos informateurs, les chefs militaires auraient gonflé leurs chiffres parce qu'ils s'attendaient à recevoir directement les dotations financières pour entretenir leurs effectifs.

En tenant compte de cette nouvelle donne de l'accroissement démographique du nombre de combattants à gérer après la crise violente, les travaux d'un atelier sur la restructuration de la nouvelle armée ont arrêté l'intégration de 11.000 éléments dans l'Armée nouvelle dont 8.400 éléments issus des ex-FAFN conformément à l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) et 2.600 éléments associés aux FRCI retenu parmi l'effectif réel de 13.102 hommes.

Ces recrutements au sein des combattants ex-associés aux FRCI demeurent flous : nos interviewés n'ont pu nous renseigner sur des critères objectifs qui les ont conduits car, en effet, les choix étaient laissés à la discrétion des « chefs » militaires et com-zones. Par ailleurs, l'on ne dispose pas d'informations officielles sur le lot des « combattants associés » qui n'ont pas intégré l'armée après qu'ils aient été référés à l'ADDR. Cet état de fait laisse croire à l'existence de « soldats de la zone grise » qui seraient restés attachés à leurs chefs et qui n'ont pas de matricule militaire encore aujourd'hui.

3.1.6 Les soldats de la « zone grise »

Comme nous l'avons montré pour les « vrais faux » militaires, dans les rangs des forces militaires pro-Gbagbo devenus plus visibles à l'occasion de leur retour d'exil, il semble qu'une zone grise existe aussi dans les effectifs actuels des FACI. En effet, comme l'a souligné A. Leboeuf (2016), on comptait parmi les FRCI des jeunes associés, sans matricule militaire, qui continuaient d'être présents dans les camps²⁴. Leur présence est plus marquée au sein des bataillons de sécurisation²⁵ notamment à l'Est et à l'Ouest. Une opération dénommée « *Bonheur* » a été menée par l'armée entre le 20 avril et le 2 juin 2015 pour identifier les associés aux FRCI, récolter et marquer leurs armes. Au cours de cette opération, ce sont 4.929 personnes qui ont été enregistré sous le statut de combattants associés sur 8 sites publics et privés que ces derniers devaient libérer. Un ultimatum leur avait été fixé jusqu'au 30 juin 2015 pour s'intégrer au programme de réinsertion conduit par l'ADDR (Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion). Il ressort cependant que cette opération devait initialement cibler environ 14 000 combattants si l'on se réfère aux chiffres consolidés après déclaration des commandants des forces qui ont accueilli ces combattants lors des confrontations armées de la crise postélectorale. Il existerait ainsi une marge grise dans les effectifs militaires, toujours occupée par ces « sans-matricules ». Ils seraient maintenus dans les corps, notamment dans les bataillons de sécurisation de l'Ouest (BSO) du Sud-Ouest (BSSO) et de l'Est (BSE) pour des raisons

²⁴ Leboeuf A. (2016), La réforme de sécurité à l'ivoirienne, Les études IFRI, Programme Afrique subsaharienne, Mars 2016.

²⁵ Il s'agit de bataillons opérationnels de l'armée mais qui ont vu leur rôle renforcé dans le système de sécurité induit par la sortie de crise violente. En effet, comme le souligne Leboeuf, les autres bataillons hérités de l'armée pro-Gbagbo n'inspirant pas confiance n'ont pas été équipés tandis que les bataillons de sécurisation de l'Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est, sous le commandement respectif de Fofana Losseni, Dramane Soro et Morou Ouattara des transfuges de l'armée rebelle ont été renforcés notamment pour parer aux attaques venant des flancs Est et Ouest du pays fomentées par les militaires pro-Gbagbo exilés. Ces bataillons bien que fonctionnels n'existeraient sur aucune base légale selon les informations rapportées par Leboeuf (cf. Leboeuf (2016 :31-32)).

d'efficacité pratique face aux actions militaires que mèneraient des forces résiduelles pro-Gbagbo depuis le Ghana et le Liberia.

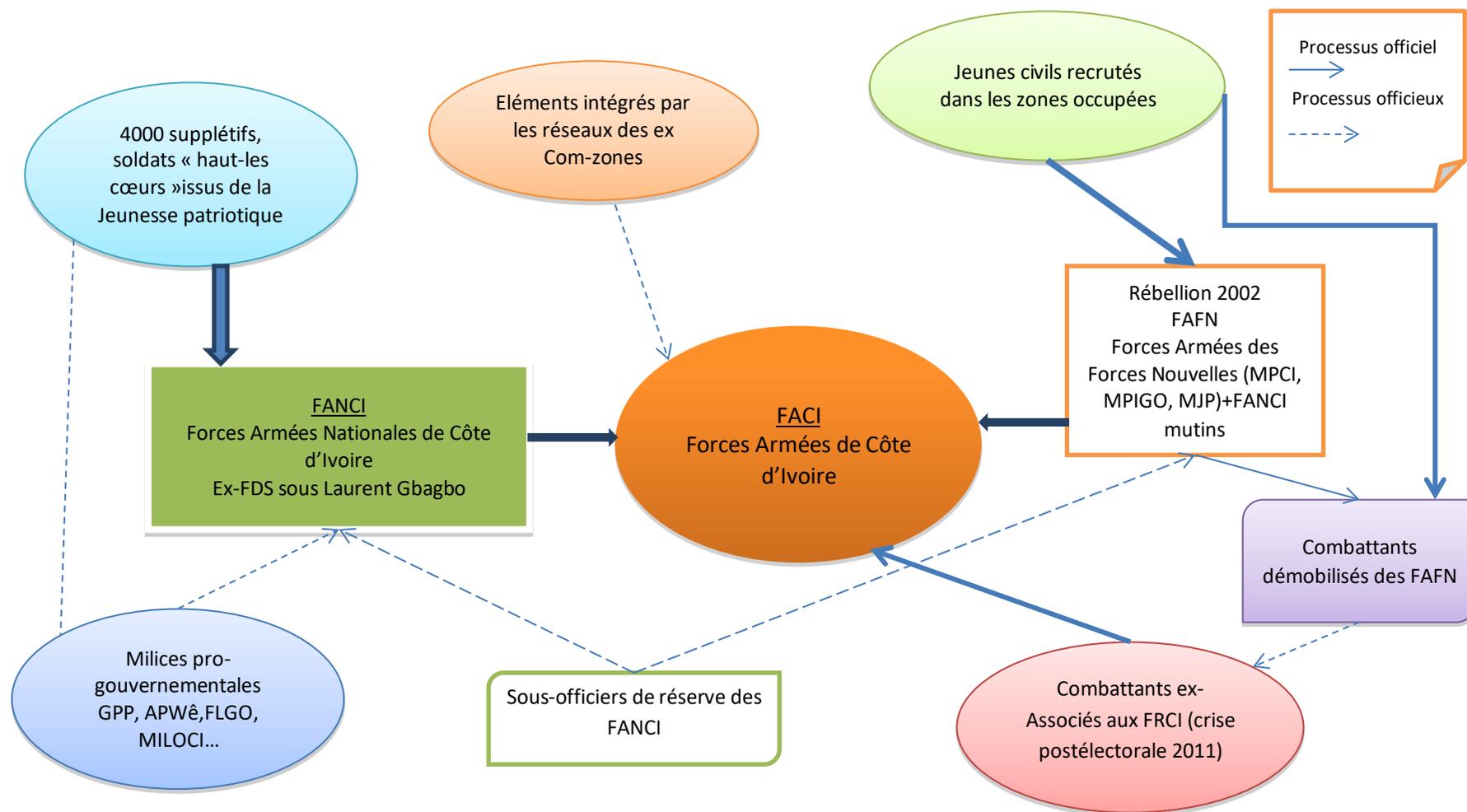
3.2 Processus officiels et officieux

On peut relever dans ce processus d'informalisation décrit plus haut, une juxtaposition de recrutements officiels et de recrutements officieux, qui se sont tout à la fois déroulés à la marge des règles en vigueur. Ainsi, bien qu'étant tout aussi informel, pourrait-on prudemment qualifier comme étant officiel le maintien des conscrits révoltés de 1990 et 1995, l'intégration des « *zinzins, bahéfoué et godobé* » en 2008, l'intégration des 4000 supplétifs de 2002, l'intégration des combattants des FAFN décidée par l'APO ainsi que celle des « associés aux FRCI » dans la crise postélectorale de 2010 entérinée par les réformes d'après crise en 2012.

Parallèlement à ces recrutements, on peut souligner l'existence d'une dynamique de recrutement officieux. Il s'agit de réseaux d'intégration de miliciens au sein de l'armée après la crise de 2002, du recrutement de certains jeunes pendant la crise postélectorale à travers les réseaux d'organisation de « jeunes patriotes », de la remobilisation des combattants des milices progouvernementales, de la remobilisation des ex-combattants des FAFN pendant les affrontements de la crise postélectorale ainsi que le probable maintien de combattants sans matricule au sein des FACI.

Comme on le constate, la construction de l'armée ivoirienne s'est édifiée, en partie, au fil de vagues successives d'accès par effraction à ses différents corps d'arme. Nous relevons que les divers contextes d'intégration de ces recrues dans l'armée ont nourri un long processus d'informalisation de l'institution. Pour diverses raisons tenant entre autres, soit aux contractions économiques, soit aux stratagèmes politiques (en partie, construite autour des origines ethniques et régionales pour le contrôle des hommes en arme, cf. infra) ou encore à l'éloignement d'un véritable projet de « républicanisation » de l'armée, les troupes autant que les chaînes de commandement ont été affectés par cette informalité.

Figure 1 : Schéma récapitulatif des catégories de soldats intégrées dans l'armée au sortir de la crise postélectorale



4. De l'informalité au sein de l'armée ivoirienne

Les forces de défenses et de sécurité ont eu avec le Président Houphouët une longue histoire de privilèges : selon Kieffer (2000), celui-ci avait compris comment apaiser les tensions au sein de l'armée et entre les hommes en armes et la classe politique. Il procéda tout d'abord en dotant l'armée d'un statut privilégié, avec des soldes et conditions matérielles confortables ; ensuite en lui donnant un rôle dans le fonctionnement de l'Etat. C'est ainsi que les militaires furent intégrés à l'administration publique à des postes fortement rémunérés ; les logements de service des policiers, gendarmes et militaires continuèrent d'être couverts par les baux pendant que les autres fonctionnaires de l'Etat furent exclus de ce traitement en 1983. Ce traitement de faveur n'empêchera cependant pas l'irruption de l'armée et de la police sur la scène des revendications sociales en 1990²⁶. Bien que le président ait chaque fois apporté des réponses favorables aux préoccupations, des tensions identitaires à caractère ethnique sont toujours restées en toile de fond des remous internes à l'armée.

Nous avons fait le choix d'observer l'« informalisation » des forces de défense sur une longue durée et de la considérer comme le produit de réactions spontanées à diverses conjonctures économiques et politiques. L'informalité désigne l'absence de forme précise, notamment lorsqu'on recherche des correspondances entre l'objet étudié et les standards admis dans le domaine dans lequel on le référence. Pour notre cas d'étude, les recompositions successives engendrées par les strates d'effectifs de soldats intégrées dans l'armée ont donné naissance à un groupe certes hétéroclite mais dont on peut cependant faire la description. Comme l'ont souligné plusieurs analystes (Sec, 200 ; Mieu, 2009 ; Airault et Mieu, 2012), cette armée sous forte influence de la société politique, familière de mouvements d'humeurs, des mutineries, des tentatives de putsch (manquées ou réussies), des purges et luttes intestines, des réformes annoncées et nominations politiques, rentre difficilement dans les cadres des standards d'une armée républicaine moderne. Autant la description des processus officiels et officieux présentée ci-dessus nous renseignent sur le processus d'hybridation de l'armée ivoirienne, autant l'on peut prétendre analyser les formes imprécises prises par l'accumulation et la cohabitation de ces différentes cohortes de soldats.

4.1 Ni muette, ni disciplinée

L'histoire de l'armée ivoirienne est marquée par plusieurs mutineries qui sont soit en lien avec la grogne des troupes pour des raisons pécuniaires et d'amélioration des conditions sociales, soit en lien avec des contextes politiques. En 1990, les troupes de l'armée sous le haut commandement de Robert Guéi²⁷, sont composées de jeunes soldats qui se révoltent et obtiennent d'effectuer une plus longue carrière militaire. Ils sont par la suite engagés dans une opération punitive contre les étudiants de la cité universitaire de Yopougon et sont utilisés dans les opérations de maintien de l'ordre, notamment

²⁶ Il s'agit de la mutinerie des contingents de jeunes soldats en mai 1990 déjà évoqués plus haut. Pour la résolution de cette crise, un plan d'urgence pour l'armée fut mis en place grâce aux faveurs de Félix Houphouët-Boigny. Le président de la République a accordé le réengagement exceptionnel des quatre contingents (soit 3338 jeunes recrues) qui avaient été à la base de la révolte. Au cours d'une visite d'inspection des FANCI, le Général français Lacaze a pu constater une amélioration des conditions de vie des soldats et un rétablissement de la discipline militaire. Source : *Fraternité-Matin* n°7902 du mercredi 06 février 1991.

²⁷ Celui-ci alors colonel avait été promu Chef d'Etat-major. Ainsi par un effet évident d'inversion dans la hiérarchie militaire, plusieurs généraux, soit de corps d'armée, soit de division soit de brigade se retrouvaient sous les ordres d'un colonel.

au cours des manifestations de l'opposition politique. L'institution de défense s'engageait donc depuis cette période à la fois dans une forme de compromission avec les hommes politiques²⁸ tandis que l'expérience de la révolte devient une voie quasi normale de revendication interne à l'armée et vis-à-vis de la classe dirigeante. A partir de cette période, l'armée sera ainsi le reflet des enjeux relatifs au pouvoir politique, notamment pour sa conquête et sa conservation. Échappant au contrôle politique, elle se fera entendre de manière violente sous tous les régimes successifs.

En décembre 1999, c'est à la suite d'une mutinerie justifiée par des questions de solde et de primes que le premier coup d'Etat porta au pouvoir le général Robert Guéï : le pas était franchi entre revendication sociale et remise en cause de l'ordre politique. Ce changement brutal s'est opéré sur un fond de fracture identitaire, en lien avec la succession d'Houphouët-Boigny. La stabilité politique et sociale rompue par l'intervention des sous-officiers militaires a révélé les sourdes contestations qui avaient cependant été longtemps apaisées sous le long règne du premier président (1960-1993). L'enjeu final étant la conquête du pouvoir politique, cette armée s'est vue instrumentalisée dans la compétition ainsi ouverte. Le coup de force faisait, certes, voler en éclat la stratégie de verrouillage du pouvoir mise en place par Henri Konan Bédié ; cependant, la courte période de la transition dirigée par Robert Guéï a été émaillée d'épisodes sanglants et tragiques. Elle a été marquée par plusieurs tentatives de coup d'Etat aux dates du 15 mai 2000, du 4 juillet 2000 et du 17 -18 septembre 2000. Ces tentatives de coup (ou supposé coup) d'Etat ont été suivies de véritables purges au sein de l'armée dont les cibles étaient les soldats et officiers soupçonnés d'être proches ou partisans de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara. Plusieurs parmi ces militaires ont trouvé exil au Burkina Faso voisin. Ils y ont formé plus tard le noyau principal de la rébellion du MPCJ.

4.2 Des tentations de contrôle par l'ethnie...

L'on ne dispose pas de statistiques officielles sur la composition ethnique des corps de l'armée ivoirienne. On la décrit pourtant comme ayant fait l'objet de structuration tenant compte des représentations identitaires favorables aux différents régimes qui se sont succédé (Diarra S., 1998 ; Koné A., 2003). On peut dire que les forces de défense sont restées le maillon le plus solide de la gouvernance sous le président Houphouët-Boigny²⁹. Pourtant, elles ont aussi offert un théâtre à de véritables confrontations aux enjeux identitaires à peine voilés.

²⁸ Plusieurs faits pourraient être rappelés pour montrer la constante proximité ou collusion entre les forces de défense et la classe politique. Entre autres, on peut rappeler qu'en juin 2005, sous le régime Gbagbo, l'arrestation par la Garde Républicaine et le passage à tabac de trois officiers de l'armée au sortir d'un dîner à la résidence de l'ambassadeur de France, au prétexte qu'il y avait « collusion avec l'ennemi » (l'un d'eux, le colonel major Bakassa Traoré serait décédé des suites des sévices subies). Une autre illustration de l'instrumentalisation politique des forces armées est la violente répression de la marche de l'opposition les 24 et 25 mars 2004 à Abidjan par les éléments du CEGOS (voir note de bas de page n°57) appuyés des milices progouvernementales. Et ultime exemple récent : la découverte d'une cache d'arme à Bouaké dans une résidence appartenant au directeur du protocole du Président de l'Assemblée Nationale, Guillaume Soro, lors de la mutinerie de mai 2017. Bien qu'une enquête soit en cours pour situer les responsabilités dans cette affaire, les soupçons d'une implication de l'ancien chef de l'ex-rébellion des Forces Nouvelles ont été chaque fois distillés dans l'opinion nationale à l'occasion des récentes mutinerie impliquant les ex-FAFN.

²⁹ La corporation des hommes en arme a maintenu la stabilité du régime d'Houphouët-Boigny en échange du traitement de faveur dont elle fut l'objet. L'on pense que le président Houphouët-Boigny n'a jamais voulu en faire une armée trop puissante. Ce serait donc pour préserver la quiétude du régime que cette armée sous-

Le Président Houphouët a ainsi toujours pris le soin de nommer les ministres de la défense dans son groupe ethnique pendant que le commandement de l'État-major des armées revenait à des hommes d'autres communautés mais qui lui étaient fidèles³⁰. Par exemple on pourrait évoquer les liens qui ont été construits dans l'opinion nationale, en son temps, entre la nomination de Robert Guéï (d'ethnie Yacouba) en tant que chef d'État-Major des FANCI, la mise à l'index des Guéré qu'on soupçonnait de soutenir l'opposition politique, la mise en résidence surveillée du colonel Mathias Doué (d'ethnie Guéré) et la guerre du Liberia voisin³¹. Pour illustration, les extraits de la lettre ouverte suivante, attribuée à un officier, permettent de déceler la nature ethnique des tensions au sein de l'armée à la veille du retour au multipartisme :

Encadré 3 : Lettre ouverte au Général Robert Guéï chef d'État-major des FANCI³²

« Un risque plane sur notre armée. Celui de la voir se diviser, à jamais, à cause de l'arrestation et de la mise en résidence surveillée du Colonel Mathias Y. Doué, commandant du camp militaire d'Akouédo.

« Vous n'êtes pas savoir, mon Général, que la notoriété du colonel Doué dépasse largement le seul cadre du camp d'Akouédo. C'est un homme exceptionnel.

« ...La situation qu'il vit aujourd'hui plonge l'armée dans le désarroi.

« N'oublions pas, mon Général, que nous avons eu à côté de nous le Libéria et nous connaissons les factions qui s'y opposent. Alors attention à la coloration ethnique que pourraient prendre vos différends. Évitions donc d'allumer un brasier qui sera difficilement maîtrisable. (...) »

M.D.L. à Akouédo

équipée est longtemps restée sous la surveillance des autorités politiques et des troupes françaises dont une base est installée dans le pays (Nandjui, 1995 :76).

³⁰ En outre, prenant le prétexte des « complots » menaçant son pouvoir en 1963, le Président avait, en novembre de la même année, créé une milice du parti, en tant que bras armé, avec un effectif avoisinant les 6000 personnes issues de son groupe ethnique, alors que l'armée régulière ne se contentait que de 3500 hommes. Jacques Préjean, « Le PDCI-RDA de 1957 à 1970 : mise en place du 'système Houphouët' » in *Le Nouvel Horizon* n° 60 du 8 octobre 1991, p 2.

³¹ Houphouët-Boigny aurait nommé Robert Guéï pour les raisons stratégiques suivantes qui ne sont pas dénuées de référents ethniques : (i) il assurait son soutien aux Gyo du Liberia ethniquement proches des Dan ou Yacouba de l'Ouest de la Côte d'Ivoire et alliés de Charles Taylor qui avait son soutien dans le conflit Libérien. Le général couvrait ainsi le recrutement de combattants Dan pour les rangs du NPLF (Front National Patriotique du Libéria) contre le régime de Samuel Doe. (ii) Il permet la montée en puissance d'un officier Yacouba qui s'opposerait aux Kru et Guéré (dont les alliés ethniques sont les Krahn au Liberia) qui soutiennent majoritairement l'opposition politique naissante en Côte d'Ivoire en 1989. Cette tactique expliquerait la tombée en disgrâce d'officiers d'origine Kru et Wê ou Guéré dont le plus populaire, le Colonel Mathias Doué. Ce dernier fut d'ailleurs promu Chef d'Etat-Major sous le régime de Gbagbo, lui-même issu du groupe Kru, donc son allié ethnique si l'on prête foi à cette lecture des choix politiques sur fond de toile ethnique.

Pour plus de précisions sur les liens ethniques « systématique » construits entre « Gyo-Dan » et « Krahn-Guéié » et leur implication sur le conflit libérien, lire Michel Galy (1998), Libéria, machine perverse. Anthropologie politique du conflit libérien, Cahiers d'études africaines Volume 38 Numéro 150 pp. 533-553

³² *La Voie* n° 28 du 5 août 1991 p 3

Si pendant toute la période de gouvernance de Félix Houphouët-Boigny, bien souvent, l'armée a été soumise à des tensions identitaires sans pour autant conduire à un coup de force de la part des militaires, il n'en fut pas de même sous le régime d'Henri Konan Bédié, son successeur. Sur fond de l'idéologie de l'ivoirité³³ promue par le président Bédié, lui-même issu du même groupe ethnique (Baoulé du sous-groupe Akan) que son prédécesseur, l'armée ivoirienne a vu s'amenuiser ses privilèges sociaux et économiques³⁴. La dimension ethnique du coup d'Etat qui le renversa se révèle explicitement à travers le discours politiques des mutins dénonçant l'ivoirité et réclamant la libération des dirigeants du RDR (parti d'Alassane Ouattara) emprisonnés. Ceux qui se rebellèrent contre le pouvoir d'Henri Konan Bédié, bien qu'ayant commencé par formuler des revendications de primes, appartenaient tous à des groupes ethniques (Bété, Guéré, Yacouba, Sénoufo et Dioula) de la société ivoirienne autres que le groupe Akan, qui avait largement dominé la vie politique durant trente-neuf ans. Ces appartenances les auraient rendus très sensibles au discours d'exclusion qui a caractérisé le mandat écourté d'Henri Konan Bédié (Akindes, 2007).

Il faut croire que le malaise identitaire au sein de l'armée n'a pu être dissipé sous la transition militaire de Guéi Robert. Bien au contraire, les soldats putschistes se sentant trahis par le Général qui voulait épouser l'idéologie de l'ivoirité, ont été victimes de purges violentes au sein de l'armée.

4.3 ...aux dominantes identitaires trop visibles.

Sous le régime de Laurent Gbagbo, l'ethnisation des « corps habillés » a, semble-t-il, continué de nourrir les grognes. Elle était devenue visible au point qu'au cœur des justifications de l'insurrection de septembre 2002, le tribalisme fut une cible des rebelles qui, entre autres revendications, exigeaient l'annulation de la promotion 2001 de gendarmerie qui, selon eux, avait été recrutée sur des bases tribales et aurait été composée à 80% de Bété (groupe ethnique dont est issu Laurent Gbagbo) et de Dida³⁵ (des groupes militants majoritairement au FPI). Dans le même registre, le sergent Coulibaly Ibrahim considéré comme le chef militaire de cette rébellion dénonçait sur les antennes de Radio France Internationale le 12 octobre 2002 le fait que la plupart des militaires en prison en Côte d'Ivoire soient originaires du Nord³⁶.

Sans être liée à un processus officiel, la dimension identitaire des effectifs d'hommes militarisés va devenir plus visible avec l'éclatement et l'organisation de la rébellion en septembre 2002. L'armée

³³ L'ivoirité est une idéologie diffusée dans l'espace politique et social sous la gouvernance d'Henri Konan Bédié avec l'appui d'une classe d'intellectuels de son sérail. Elle était sensée prôner la préférence nationale et la valorisation de la « culture ivoirienne ». Cependant, les discours sociaux et les pratiques se référant à cette notion cachaient mal les enjeux de positionnement politique et surtout de disqualification des adversaires. L'idéologie de l'ivoirité a permis de développer dans l'espace politique un stratagème pour évincer ainsi le principal rival politique de Bédié que fut Alassane Ouattara, l'ancien Premier Ministre d'Houphouët-Boigny. Au nom de l'ivoirité, le leader du RDR fut présenté comme étranger de nationalité Burkinabé donc inapte à briguer la magistrature suprême en Côte d'Ivoire. Alassane Ouattara a par la suite pris la tête du RDR ; parti soutenu par une majorité de ressortissants du Nord s'estimant victime de l'ivoirité qui les reléguait au rang de citoyens de seconde zone. En définitive, l'ivoirité fut donc essentiellement perçue comme une idéologie fabriquée pour une raison politique avec pour conséquence l'apparition de barrières sociales concrètes ou imaginées entre ivoiriens.

³⁴ C'est en partie le refus de ce déclassé social des militaires, selon Kieffer (2000) qui expliquerait le soutien tacite des officiers de l'armée aux jeunes soldats mutins qui ont déposé le président Bédié le 24 décembre 1999.

³⁵ Tiémoko Coulibaly, « Sur fond de discrimination ethnique et régionale, lente décomposition en Côte d'Ivoire » in *Le Monde Diplomatique* n°584, novembre 2002, p 24.

³⁶ Idem.

rebelle des FAFN, dont le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) est une composante majeure, avait justifié son insurrection par la dénonciation de l'exclusion et des injustices sociales dont les « nordistes » seraient les victimes. Bien que les enrôlements dans cette armée rebelle aient eu d'autres motifs, c'est la constante identitaire qui est le dénominateur commun aux vagues de recrues de première heure et à celles de la crise post-électorale neuf ans après. Lorsque l'accord politique de Ouagadougou décide de reconstruire une armée républicaine avec l'intégration des ex-combattants des FAFN, elle entérine l'entrée en masse de ces vagues de jeunes nordistes dans l'armée. Ce sont donc 11.000 combattants³⁷ mobilisés au départ sur la base de revendications identitaires qui seront retenus dans une armée dont la composition ethnique en sera affectée. Bien que nous soyons confrontés à l'absence de chiffres officiels sur les origines ethniques dans l'armée, on peut dire que le récent processus d'intégration a fait remonter les taux de représentation des groupes ethniques du Nord dans les différents corps et hiérarchies de l'armée.

En définitive, le malaise identitaire demeure au sein de l'armée. Pour preuve, les journaux de l'opposition politique, ont souligné la ligne ethnique et politique qu'épousaient selon eux les nominations devant restructurer la hiérarchie dans les commandements de l'armée et de la gendarmerie après les accès de révolte de janvier 2017 : « *Alors que la Côte d'Ivoire compte une soixantaine d'ethnies, les responsables de l'armée et de la gendarmerie nommés par Ouattara sont issus à 99% des ethnies de MM. Alassane Dramane Ouattara et Henri Konan Bédié. Peut-on alors parler d'une armée et d'une gendarmerie nationales ? Il faut en douter. Il s'agit visiblement d'une armée pro-Ouattara.* »³⁸.

4.4 Les influences du religieux

La question du religieux au sein de l'armée ivoirienne doit être abordée avec la plus grande précaution pour éviter d'emboucher le discours des lieux communs. De riches nuances peuvent être saisies quand on s'éloigne des divisions trop rigides tenant à faire coexister un Sud chrétien et un Nord musulman en Côte d'Ivoire. Les pratiques religieuses et leur répartition actuelle sont le produit des dynamiques historiques de diffusion des principales religions que sont le christianisme et l'islam. Cependant, l'on note une persistance notable des pratiques et croyances ancestrales traditionnelles qui dans certaines régions participent même à un syncrétisme avec ces deux principales religions. L'islam introduit dans le Nord par les Malinkés et en partie par Samory Touré est selon le RGPH (Recensement Général de la Population et de l'habitat) (1998) la religion d'environ 38,6% de la population. Le christianisme, quant à lui, introduit et diffusé par les colons et missionnaires français à partir du Sud est la religion d'environ 26% (catholiques et protestants) de la population. Si le processus historique de pénétration de ces principales religions va marquer les identités régionales faisant apparaître un Nord musulman et un Sud chrétien, il est hâtif d'établir une correspondance mécanique entre les groupes ethniques et les religions.

Les identités ethniques sont nettement marquées du fait même des origines et contextes d'intégration de certaines cohortes dans les effectifs actuels. Les ex-combattants des FAFN sont majoritairement

³⁷ Soit un décompte de 8.400 ex-éléments de la rébellion des FN et 2.600 ex-associés aux FRCI.

³⁸ Cf. « Nominations tribales dans l'armée et la gendarmerie. La Côte d'Ivoire est-elle devenue un pays bi-ethnique ? » in Notre Voie n°5517 des samedi 28 et dimanche 29 janvier 2017, page 3.

issus des groupes ethnoculturels du Nord, de l'Ouest et surtout de villes occupées par la rébellion³⁹. Les travaux de Magali Chelapi-Den-Hamer (2009), plus centrés sur les combattants de l'Ouest confirment cette tendance même si les profils sont parfois différents.

Si une majorité de ces recrues issues des FAFN affirme être de confession musulmane, plusieurs parmi eux partagent les croyances magico-religieuses qu'ils ne trouvent cependant pas incompatibles avec leur conception de l'islam. Le port de divers types d'amulettes fournies par des dozos⁴⁰ et les scarifications sur le corps censées les protéger étaient une pratique très répandue du temps de la mobilisation dans les troupes rebelles. Ces combattants adeptes d'un islam « tolérant », porteurs d'amulettes et de fétiches protecteurs sont aujourd'hui nombreux dans les rangs des hommes en arme.

Encadré 4 : Le « blindage » du guerrier

*« Y avait tout au camp...Lorsque tu dis tu t'en vas "voir les parents" (expression usitée pour formuler la demande de recourir aux pratiques magicoreligieuses), eux ils (les responsables militaires) te donnent un peu d'argent (pour effectuer le voyage vers le lieu choisi pour le rite de protection). Tu n'as qu'à aller chercher **médicament** (la protection magique, l'amulette). (...) ils vont te donner médicament tu vas te **laver**...et puis ce qui est sûr...un « bacan⁴¹ » ; là pour te protéger.*

Cissé, 28 ans, 11/01/2007

« ...Sinon on connaissait qu'il y avait la mort. Personne n'était prêt pour mourir. Tout le monde avait son « gbagbadji »⁴² sur lui ! Tout le monde avait confiance sur lui !

Sylla, 24 ans, 10/01/2007

La décision de s'enrôler dans la rébellion est, dans la plupart des cas, soit précédée soit suivie par un itinéraire marqué par la « recherche » d'amulettes ou autres pratiques magico-religieuses diverses entrant dans la « préparation » du candidat à l'enrôlement. La « préparation » a pour objectif de procurer au combattant un dispositif de protection occulte censé le rendre invulnérable aux balles. De véritables missions, aussi bien individuelles que collectives ont été organisées par les candidats à l'enrôlement qui allaient vers des villages ou des personnes censées être dépositaires de tels savoirs

³⁹ Dans le cadre de nos recherches doctorales, les combattants que nous avons rencontrés étaient à près de 90% originaires des régions du Centre, du Nord et de l'Ouest occupées initialement par la rébellion. A l'origine de la rébellion « Forces Nouvelles », le MPC, avant l'embrasement des foyers insurrectionnels de l'Ouest, fut composé de combattants venant majoritairement des régions du Nord. Les jeunes que nous avons interviewés, au nombre de 62, sont en majorité musulmans et issus des sous-groupes ethniques du nord de la Côte d'Ivoire.

⁴⁰ L'avènement de la rébellion a vu l'intervention marquée de la confrérie des chasseurs traditionnels dozos aux côtés des FAFN. Les dozos sont supposés maîtres dans les arts occultes. Lorsqu'ils n'étaient pas attachés aux services d'un chef de la hiérarchie militaires, ils fréquentaient librement les différents camps de la rébellion pour proposer aux combattants les produits de leurs « sciences ». Cf. L'étude de Rodrigue Koné sur les Dozos, également menée dans le cadre du projet « Hybrid Security Governance in Africa », financé par l'IDRC.

⁴¹ Le « bacan » est soit un bracelet ou une ceinture de cuir enrobant des poudres de diverses natures et souvent des versets du coran retranscrits sur différents supports. Le « bacan » est généralement porté sur la partie supérieure du bras.

⁴² « Gbagbadji » : Terme conçu à partir du malinké par les jeunes pour désigner les amulettes et procédés magico-religieux. Ils sont réputés protéger contre les balles ennemies pendant les combats.

en vue d'acquiescer ce type de protection. L'acquisition des bagues, des bracelets, des ceintures de cuir et plusieurs autres formes d'amulettes communément appelées « gbagbadji » par les jeunes, sont d'une grande importance autant dans la décision d'enrôlement que dans celle d'aller sur un front de combats. Le candidat à l'enrôlement prend, dans la plupart des cas, le temps de « se préparer » et de s'assurer une protection occulte supposée *sans faille* (Fofana, 2012 : 118 ; Miran-Guyon, 2015).

Comme illustration de cette catégorie de militaire (mi-soldat, mi-guerrier traditionnel), on peut citer le Lieutenant-colonel Koné Zakaria, ancien commandant de zone de Vavoua sous administration rebelle, devenu chef de l'unité de commandement et de soutien en janvier 2017 à la faveur des nominations après les mutineries. Ce personnage de l'ex-rébellion est en effet un exemple de l'alliage du soldat militaire et du dozo accompli. Il est une figure respectée du « dozoya » tandis que son ascension dans la hiérarchie militaire conforte chez d'autres soldats l'idée que l'armée peut être le lieu d'expression des valeurs propres à cette confrérie traditionnelle (cf. l'étude de Koné Rodrigue⁴³).

On peut d'ailleurs évoquer la possible persistance des liens entre les organisations des dozos et certaines recrues de la nouvelle armée. Au cours de nos entretiens avec les responsables des deux plus grandes organisations de dozos, nous avons appris que même s'ils n'entretenaient plus de rapports formels avec les ex-chefs de la rébellion après la crise postélectorale, les liens de confraternité demeuraient cependant intacts vis-à-vis de membres qui ont été initiés et qui sont aujourd'hui dans l'armée⁴⁴. C'est aussi le lieu de souligner que l'intervention de la confrérie des chasseurs traditionnels (Dozo) est sûrement la meilleure preuve d'enracinement identitaire et culturel du conflit au Nord de la Côte d'Ivoire⁴⁵. Il serait prématuré d'avancer l'existence de réseaux mobilisables par les ex-chefs de guerre au sein des dozos mais on peut affirmer qu'au sortir du conflit, après une dizaine d'années de collaboration, les réseaux de solidarité confrériques demeurent selon nous acquis aux membres fussent-ils soldats dans une armée moderne.

En ce qui concerne les militaires FDS pro-Gbagbo, il ne fait aucun doute qu'ils ont été influencés d'une manière ou d'une autre par le christianisme évangéliste qui, tout au long de la crise politico-militaire, s'était exprimé dans les cercles du pouvoir. L'organisation de veillées de prières chrétiennes dans les camps afin de motiver les soldats était chose courante pendant cette période⁴⁶.

⁴³ La Confrérie des Chasseurs Traditionnels Dozo en Côte d'Ivoire : Enjeux socio-culturels et dynamiques sécuritaires.

⁴⁴ Entretien individuel avec Bamba Mamatou président de l'Association des Chasseurs traditionnels « Benkadi » (Bouaké) (le 09/06/2015) et Entretien collectif avec la Confrérie Binkadi des dozos de Côte d'Ivoire (Korhogo) (le 10/06/2015)

⁴⁵ En effet, comme le souligne Rodrigue Koné, les associations de dozos (dozo-ton) essaient géographiquement dans l'aire d'expansion des anciens « empires » mandingues et semblent avoir gardé entre elles des liens organiques séculaires. L'espace qu'elles occupent est selon V. Arseniev (2007) « *un espace culturel aux parentés évidentes : mythes d'une origine commune, langues presque identiques, rites similaires sur une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest, avec des régions entières dans des États qui sont, outre le Mali, le Sénégal, la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau, la Gambie, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, le Liberia et le Burkina-Faso, le Niger et même, très partiellement, la Mauritanie* ».

⁴⁶ Les expressions de ferveurs religieuses sous la forme de pèlerinage ou d'organisation de groupes de prière dans les camps et casernes gagneraient à être documentées pour la suite de cette étude. Les influences du religieux demeurent importantes pour comprendre l'état des relations entre les blocs ou groupes religieux au sein de l'armée. Nous devons également questionner comment l'expression religieuse au sein des forces a

En la matière, le cas du charismatique commandant Jean Noël Abéhi, alors chef de l'unité blindé de la Gendarmerie nationale, est illustrateur des influences du religieux sur l'armée. Cet officier de l'armée se présente comme un véritable dévot du culte marial⁴⁷ de l'église catholique. Il a effectué plusieurs pèlerinages à Lourdes. Il se présente comme celui qui exprime la colère de Dieu. Il a une conception mystique de sa fonction de militaire. Il jouit d'un charisme qui lui confère en plus de son rôle de commandant celui de guide spirituel auprès de ses hommes.

Encadré 5 : Commandant Jean Noël Abéhi, un mystique militaire

« Mais quand il s'agit d'une action militaire dirigée contre mon pays, je vous assure que je deviens immédiatement une autre personne. Et ce n'est qu'après mes interventions sur le terrain que je réalise ce que j'ai fait. Il y a une main divine qui soutient toujours mes actions. Je combats avec l'aide de Dieu. Je ne suis jamais parti sur un terrain de bataille sans invoquer la Vierge Marie. Et j'ai toujours eu le dessus sur mes adversaires. (...)

« Les politiciens font leur travail. Moi je suis militaire, je suis un homme de Dieu, je suis homme du métier des armes.

Source : Interview accordée au journal l'Inter, le 22 mai 2010⁴⁸

5. Les armées dans l'armée

Il ne s'agit pas ici d'aborder la structuration interne et formelle de la répartition des forces de défense entre la gendarmerie, les armées de terre, de l'air et la marine. En revanche, nous traitons de leur cohésion interne en général et plus particulièrement de comment est vécue la cohabitation imposée aux acteurs par l'informalisation et l'hybridation décrites ci-haut. Pour ce faire, en plus des données d'entretiens, nous recourons à l'analyse de données recueillies dans la presse locale d'une part et d'autre part, à l'analyse politique des récentes mutineries des soldats⁴⁹. En effet, nous estimons qu'au-delà du « mouvement d'humeur », des violences manifestées et des risques qu'elles font courir à l'Etat, ces mutineries par leur récurrence et la gestion qui en est faite sont devenues des indicateurs indiqués pour traiter de « l'état de santé » de cette armée et par conséquent de sa cohésion interne.

évolué pendant et après la crise ainsi que rôle actuel des aumôneries chrétiennes et musulmanes dans la mise en relation des militaires aux croyances aussi diverses.

⁴⁷ Le culte marial ou dévotion mariale, est la vénération que les catholiques et les orthodoxes portent à Marie, mère de Jésus.

⁴⁸ Paru dans l'Inter (quotidien d'Abidjan) du lundi 28 février 2011. Consultable à l'adresse : <http://news.abidjan.net/h/392847.html>

⁴⁹ Ce choix se justifie par le défaut d'une quantité suffisante de témoignages pour procéder à des triangulations d'informations. Nous rappelons que nos enquêtes ont été effectuées durant une période agitée par les soulèvements militaires suivie de remaniement de la hiérarchie. Par conséquent, jugeant les sujets de la recherche « très sensible », plusieurs de nos potentielles personnes ressources qui ont été approchées ont décliné les propositions d'entretiens qu'elles avaient acceptées auparavant. Même l'assurance de l'anonymat du témoignage n'était pas une garantie jugée suffisante.

5.1 Ex-FDS Vs « armée de vainqueurs »

Les processus d'intégration ou de réintégration des hommes au sein de l'armée, notamment après l'éclatement de la rébellion de 2002, ne se sont pas toujours faits sans friction. Un premier moment de friction concerne la réintégration des soldats de l'armée régulière qui avaient rejoint les forces armées de la rébellion (FAFN). Quoique ce sujet ait été abordé avant l'APO (en 2007), le retour de ces « soldats égarés »⁵⁰ dans les rangs de l'armée à réunifier et surtout la reconnaissance de leurs avancements et nouveaux grades avaient rencontré une vive protestation de la part des soldats loyalistes et donné lieu à des négociations internes qui n'ont abouti qu'en 2010. Comme le soulignent les propos rapportés d'un officier de l'armée nationale : « *Les grades des éléments de l'ex-rébellion n'ont pas suivi les étapes d'avancement d'une armée de carrière. On ne peut pas tout accepter au nom de la paix* » (Mieu, B. 2009). Selon les officiers que nous avons interviewés, la réintégration de ces soldats avait renforcé le sentiment qu'il existerait une prime à la révolte. Les soldats réintégrés ont donc continué d'être perçus comme des renégats par certains officiers. Leur loyauté déjà remise en cause avant le dénouement violent de la crise post-électorale de 2010 n'a jamais été réhabilitée aux yeux des autres « frères d'arme ».

La violente crise postélectorale viendra ajouter une autre dimension à la crispation des rapports entre les hommes devant former la nouvelle armée. En effet, dans le dénouement de cette crise postélectorale, des officiers et soldats de l'armée régulière avaient fini par faire allégeance⁵¹ aux FRCI créées par le président Ouattara. Ces ralliements de dernière heure ont renforcé chez les « vainqueurs » de la « bataille d'Abidjan » un sentiment de supériorité. Les soldats de l'ex-rébellion encore sous le commandement de leurs anciens chefs utilisaient le terme « *Toh Mon Nan* » pour désigner les nouveaux ralliés ainsi que les jeunes civils qui se sont associés à eux. Cette expression péjorative en malinké, signifiant littéralement « le repas est prêt », leur servait pour désigner tous les autres effectifs de l'armée « défaite » qu'ils percevaient désormais comme des poltrons qui viennent profiter du labeur abattu⁵². De leur côté, les ex-FDS auraient supporté, malgré eux, la venue des soldats FAFN sans toutefois les intégrer car, (selon, nous en vertu d'un certain complexe de supériorité) ils les ont toujours perçus comme des soldats ignorant tout du métier des armes (voir encadré suivant).

5.2 Militaires Vs Gendarmes

⁵⁰ Appellation usitée par la presse proche du régime Gbagbo pour les désigner. Alors que le camp présidentiel estimait qu'ils étaient au nombre de 437 soldats à réintégrer, l'ex-rébellion soutenait qu'ils étaient plus du double de ce nombre.

⁵¹ Après l'arrestation de Laurent Gbagbo intervenue le 11 avril, le 12 avril 2011, le général Philippe Mangou, ex-chef d'Etat-major des forces de défense et de sécurité ainsi que d'autres officiers dont les généraux Kassaraté, commandant supérieur de la gendarmerie nationale, Brindou M'Bria, directeur général de la police nationale, Detoh Letoh, commandant des forces terrestres, Touvolly Bi, ex-chef d'Etat-major particulier du Président Gbagbo, ont fait allégeance au Président Ouattara.

⁵² Un officier supérieur, dans une interview accordée à un journal local, rendait compte de l'existence d'une « guerre en sourdine » qui se menaient les officiers ex-FDS et les officiers de l'ex-rébellion au sein des FRCI. Voir : L'Inter n°5125 des 11 et 12 juillet 2015, « *Un haut gradé de l'état-major révèle : Il y a une guerre en sourdine au sein de l'armée* ».

Si la qualité des rapports entre les militaires ne s'est pas améliorée au fil du temps, elle s'est empirée entre les militaires et les gendarmes censés tous appartenir aux FRCI. Les perceptions des uns par les autres, déjà marquées par la méfiance, seront nourries par le complexe de supériorité et la suspicion. En effet, les nombreuses attaques perpétrées entre 2012 et 2015 contre différentes positions des FRCI⁵³ ont été des moments qui ont permis de se rendre compte de l'absence de solidarité entre ces deux composantes des forces de défense. Les militaires et les gendarmes n'ont pas toujours su coordonner leurs actions pour faire face à l'ennemi. Les militaires ont même parfois soupçonné les gendarmes de collusion avec l'ennemi⁵⁴. Pour comprendre cette situation on peut rappeler que la fraternité d'arme entre militaires et gendarmes avait déjà été mise à mal notamment sous la junte militaire dirigée par le général Robert Guéï. Ce dernier a recouru aux forces de la gendarmerie qu'il a chargé d'enquêter sur les tentatives de contre-putsch et de traquer les militaires suspectés d'actions subversives contre son autorité. Dans le cadre de ces enquêtes, les camps de gendarmerie ont été des lieux de tortures pour nombres de militaires incriminés⁵⁵. Cette instrumentalisation politique de la gendarmerie utilisée contre les militaires a continué sous le régime de Laurent Gbagbo. En octobre 2000, la gendarmerie a ouvertement apporté son soutien à l'ex-président lors de son accession au pouvoir. Aussi, le président reconnaissant, en a renforcé l'image de corps d'élite, faisant doubler ses effectifs et contribuant à la montée en puissance des gendarmes dans son système sécuritaire notamment à travers la création du CECOS⁵⁶. Ce positionnement de la gendarmerie et sa « proximité »⁵⁷ avec le pouvoir Gbagbo auraient un lien avec le massacre de 80 gendarmes et leurs familles à Bouaké au début de la rébellion en 2002. Le corps de la gendarmerie était déjà perçu pour

⁵³ Rappel de quelques dates. Le 5 août 2012 : A Abidjan, 7 militaires ont été tués dans l'attaque d'un commissariat et d'un poste de contrôle de l'armée par des hommes. Le 13 août 2012 : Des soldats ivoiriens du poste de Pehekambly, à la frontière du Liberia, ont été attaqués par des hommes en armes venus du pays voisin faisant un mort parmi les FRCI. La nuit du 20 au 21 septembre 2012 : attaque du poste frontalier de Noé, à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Ghana. Le 8 juin 2012 : une attaque menée au sud de la ville de Taï (sud-ouest) par des assaillants venus du Liberia avait fait 18 morts, dont sept Casques bleus. Le 24 février 2014 et le 10 janvier 2015, des attaques des positions des FRCI à Grabo (non loin de la frontière du Liberia) ont occasionné des morts dans le camp des FRCI et des civils. Le 2 décembre 2015 : Des forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) en fonction dans la sous-préfecture d'Olodio, entre Grabo et Tabou (Ouest), ont été la cible d'une attaque perpétrée par des individus armés non identifiés. Le bilan de cette attaque fait état de 10 morts dont 7 FRCI et 4 assaillants.

⁵⁴ Le 16 décembre 2012, suite à l'attaque d'un poste de contrôle à Agboville au cours de laquelle deux militaires ont été tués tandis que les gendarmes présents ont abandonné leurs positions. Les militaires ont accusé les gendarmes de complicité avec les assaillants.

⁵⁵ Sous Robert Guéï, la plupart des militaires chefs de l'ex-rébellion, notamment les Chérif Ousmane, Wattao, Tuo Fozié, ont été pris et envoyés au camp de gendarmerie d'Agban pour être interrogés.

⁵⁶ Le Centre de Commandement des Opérations de Sécurité, créé en 2005 par décret du chef de l'Etat, composé de 600 hommes a été confié à la responsabilité d'un officier de la gendarmerie général Guai Bi Poin. Avec pour mission de lutter contre le grand banditisme, le CECOS s'est illustré dans la répression des manifestations de l'opposition politique.

⁵⁷ A la suite des élections présidentielles de 2000 qui avaient vu la victoire de Laurent Gbagbo, de nombreux incidents se sont produits lors de la proclamation des résultats. Un charnier de 57 corps a été découvert à Yopougon un quartier populaire d'Abidjan. Les victimes identifiées du charnier étaient des originaires du Nord ou des étrangers. Human Rights Watch a produit un rapport qui établit que les tueries de cette période ont été planifiées et que les partisans du Président Gbagbo ont eu le soutien des certains agents des forces de l'ordre et notamment des gendarmes. En août 2001, les enquêtes faisant suite à l'affaire dite du « Charnier de Yopougon » ont conduit sur quatre jours à un procès devant le tribunal militaire d'Abidjan de huit gendarmes qui ont été acquittés pour insuffisance de preuve.

être hostile au militaire et plus encore aux ex-rebelles. Nos interlocuteurs n'ont pas le souvenir d'actions menées pour recréer la confiance entre les militaires et les gendarmes. Encore aujourd'hui, des gendarmes estiment que les soldats de l'armée n'ont jamais appris le métier des armes et qu'ils ont y été intégrés sans réelle formation.

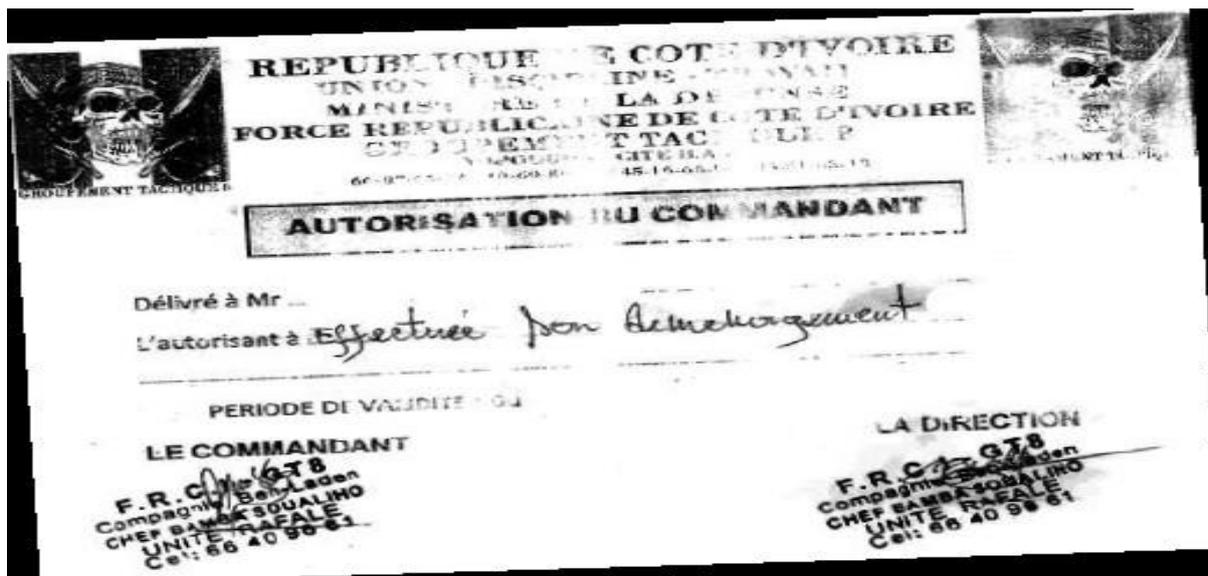
5.3 La réapparition des factions ?

Après la victoire des FRCI aidées des forces internationales sur les forces pro-Gbagbo, les groupements tactiques formés par l'ex-rébellion, ont pendant quelques mois⁵⁸ jusqu'en décembre 2011 et même après, maintenu leur quadrillage des « régions conquises » sous l'autorité des ex-chefs rebelles. En mars 2011, les FAFN s'étaient réorganisées en 9 groupements qui ont ouvert quatre fronts conduit à l'Ouest par Losseni Fofana (alias, Loss) et Dramane Traoré, au Centre-Ouest par Issiaka Ouattara (alias Wattao), au Centre par Chérif Ousmane et Hervé Touré et à l'Est par Morou Ouattara. Après l'arrestation de l'ex-président, lesdits groupements tactiques et leurs chefs se sont taillés des fiefs⁵⁹ comme ils l'avaient fait 9 ans durant sous la gouvernance rebelle installée au Nord (Fofana, 2011). Pour l'exemple, dans le cas d'Abidjan, on se rappelle que l'Etat-Major et le quartier du Plateau étaient sous l'administration sécuritaire de Chérif Ousmane (Groupement tactique 3), Abobo sous le contrôle de Gaoussou Koné alias Jah Gao (groupement tactique 9), Adjamé sous celui de Koné Zakaria (Groupement tactique 2), Yopougon sous celui de Ousmane Coulibaly alias Ben Laden (Groupement tactique 4) et la partie Sud d'Abidjan, comprenant la garde républicaine à Treichville, Marcory, Koumassi etc. sous le contrôle de Issiaka Ouattara (groupement tactique 1).

Photo 1 : Autorisation du Commandant

⁵⁸ Jusqu'au 28 décembre 2011, date à laquelle ex-commandants des groupements tactiques ont été officiellement mis en mission par l'Etat-Major pour procéder à l'encasernement de leurs troupes. Ces dernières devaient libérer les différentes localités qu'elles occupaient et les rétrocéder à la police et à la gendarmerie qui ont en priorité la charge la protection des personnes et des biens.

⁵⁹ Des chefs militaires mettent en place un système de rackette et de taxation des activités économiques, contrôlent la circulation des biens et des personnes au nom d'impératifs sécuritaires et délivrent à l'occasion des papiers administratifs (notamment des autorisations et laissez-passer) valables sur leur micro-territoire et aire d'influence.



Contre paiement, cette autorisation (pour effectuer un déménagement⁶⁰) est délivrée par le « chef » Bamba Soualiho de la « compagnie rafale » du groupement tactique 4 de l'ex-com-zone Ousmane Coulibaly alias Ben Laden qui contrôlait le quartier de Yopougon.

Source : Le Nouveau Courrier du 06 juillet 2011, http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2011/07/06/2541937_cote-d-ivoire-chefs-de-guerre-la-cote-d-ivoire-est-elle-devenue-la-somalie-a-cause-des-hommes-de-ouattara.html

Ainsi sur un laps de temps, les anciens « com-zones » ont contrôlé la sécurité dans plusieurs localités et notamment les secteurs de la ville d'Abidjan, permettant aux hommes de leurs troupes de nourrir plus leur lien d'appartenance au groupement tactique qu'aux FRCI et de manifester plus leur loyauté envers leurs « commandants » qu'à la hiérarchie militaire en général. La presse locale s'est d'ailleurs régulièrement fait l'écho des tensions et luttes souvent fratricides entre ou au sein des soldats des groupements tactiques. Il nous semble que la prééminence de la loyauté au « commandant » sur la chaîne de commandement hiérarchique s'est cristallisée au point où l'on parlait plus souvent des « hommes de Chérif », des « hommes de Zakaria », ou des « hommes de Wattao » pour désigner les démembrements de cette l'armée. Ces clivages internes sont parfois sources de tensions entre les soldats qui au nom de cette loyauté sont enclins à s'opposer à des décisions de la hiérarchie. Pour preuve, des soldats des FRCI de la Garde Républicaine proches de Wattao alors chef du commandement militaire de la zone Abidjan sud, s'étaient opposés en juillet 2014, au débarquement de ce dernier de son poste de chef des opérations du CCDO⁶¹. Au cours de leur soulèvement, les hommes de l'ex-com-zone avaient fait usage de leurs armes pour faire ajourner la cérémonie de passation des charges à son successeur. Comme autre exemple, la presse a rendu compte d'un énième épisode de tension entre l'ex-chef rebelle le lieutenant-colonel Chérif Ousmane (alors numéro 2 du

⁶⁰ Des personnes ne se sentant plus en sécurité dans des quartiers de la commune de Yopougon avaient besoin de ses « autorisations » pour revenir chercher leurs biens et les déplacer vers leur nouveau lieu de résidence.

⁶¹ Centre de Commandement des Décisions Opérationnelles (CCDO), une unité mixte spéciale composée de 750 éléments (des policiers et militaires) créée par le Président Alassane Ouattara pour endiguer le grand banditisme dans le district d'Abidjan et dans certaines localités de l'intérieur du pays.

GSPR) et Général Vagondo Diomandé⁶² (commandant du GSPR) au sujet du recrutement et de la composition du GSPR (Groupement de Sécurité de la Présidence de la République). A partir d'octobre 2016, ce groupement, originellement composé de gendarmes, militaires et policiers a subi une purge des éléments militaires des FRCI qui étaient quasiment tous des « hommes de Chérif Ousmane ». Ces derniers ont été remplacés par des gendarmes en la faveur d'une montée en puissance du colonel Bakary Diarrassouba, l'aide camp du Président Ouattara et le Lieutenant-Colonel Ibrahim Gon Coulibaly, le chef de la sécurité présidentielle qui bien qu'ils ne soient pas les commandants du GSPR, ont soutenu le Général Vagondo Diomandé dans sa préférence des gendarmes contre les soldats FRCI. D'ailleurs, les colonels Diarrassouba et Gon Coulibaly sont issus du corps de la gendarmerie. Pendant que la présence des éléments issus des FRCI étaient au strict minimum et que les rescapés étaient confinés à la périphérie du dispositif de sécurité du Président, un recrutement au sein de la gendarmerie aurait permis d'incorporer à la GSPR des éléments issus des unités dont les commandants sont proches du duo Diarrassouba-Gon Coulibaly⁶³. Ces manœuvres qui ont été interprétées comme une mise à l'écart auraient été mal vécues par l'ex-com-zone et ses hommes. La nomination du lieutenant-colonel Chérif Ousmane comme commandant du premier bataillon de commandos et de parachutistes à la suite de la mutinerie de janvier 2017 est en revanche perçue comme une réhabilitation.

Ces cas illustrent les collaborations difficiles aussi bien au sein de la hiérarchie qu'au sein des hommes de troupes issus des souches recomposées de l'armée que nous avons présentées au début. Ils permettent d'affirmer que le charisme des ex-commandants de groupements tactiques demeure agissant sur leurs hommes même si nos interviewés assurent que les mouvements de réaffectation du personnel ont relativement atténué ces clivages réels au sein des soldats. D'ailleurs, à ce stade, nous pouvons émettre l'hypothèse (i) que les nominations dans la hiérarchie des ex-chefs rebelles n'ont fait que rompre en partie la relation verticale avec leurs hommes (ii) que le temps (relativement long) de la réorganisation des forces a permis au soldats de construire et vivre leur identité de groupes spécifiques (ex-FDS, ex-FAFN, ex-associés au FRCI) au sein de l'armée et (iii) que les soldats de rangs ont remplacé la relation hiérarchique par une relation horizontale entre eux au sein des groupes auxquels ils s'identifient. Cette dernière hypothèse expliquerait, en partie, pourquoi sans être porté par un leadership affirmé et reconnu, la coordination des actions d'insubordination de la dernière mutinerie a fait plier les autorités politiques. Il s'est agi d'un mouvement acéphale, cependant coordonné entre les « 8.400 soldats ex-FAFN » bien que répartis dans tous les bataillons et camps sur le territoire national.

⁶² Cet officier a été l'aide de camp d'Alassane Ouattara à l'époque où celui-ci était Premier ministre d'Houphouët-Boigny (1991-1993) puis l'aide de camp de Robert Guei pendant la transition militaire en 2000. Ancien commandant en second du Groupement des sapeurs-pompiers militaires (GSPM), le Lt-Colonel Vagondo est resté un officier des ex-FDS jusqu'à la chute de Laurent Gbagbo. Sa nomination surprise en mai 2011 par le président Ouattara, à la tête du GSPR, n'aurait pas été du goût de certains dirigeants de l'ex-rébellion. Guillaume Soro alors Premier ministre aurait recommandé et insisté pour que Chérif Ousmane soit nommé comme commandant en second du GSPR le 4 août 2011. Cette nomination avait été interprétée comme une stratégie de Guillaume Soro pour limiter l'influence auprès du chef de l'Etat de l'officier Diomandé Vagondo (alors lieutenant-colonel).

⁶³ Octave Kpang Beuh, Du ménage dans les rangs de la sécurité présidentielle sur [Politikafrique.info](http://politikafrique.info). (10 octobre 2016) consultable à l'adresse : <http://politikafrique.info/menage-rangs-de-securite-presidentielle/>

L'issue des dernières mutineries a créé au sein des forces de défense un climat de frustration rendu palpable par la réaction d'autres éléments de l'armée qui ont manifesté notamment après le paiement aux « 8.400 » de la somme de 5 millions de F.CFA sur les 12 millions prévus. A Yamoussoukro, la capitale politique, une manifestation de militaires réclamant les mêmes traitements que les « 8.400 » s'est soldée par des affrontements avec la Garde Républicaine faisant 4 morts dans leur rang. Des gardes pénitentiaires issus également de l'ancienne rébellion ont manifesté pour revendiquer leur part car ils faisaient partie des mêmes contingents. Des gendarmes réclamant leur « part du gâteau » ont vu leurs manifestations étouffées à Bouaké par l'intervention des militaires « nouvellement enrichis ». Le 17 janvier 2017 à la suite des gardes pénitentiaires, des gendarmes à coup de tirs de kalachnikov ont réussi à paralyser toute la journée Abidjan et notamment les activités de la zone portuaire. Dans cette foulée des interviews sous anonymat des plusieurs membres des forces de défense ont été accordées à la presse. Entre autres titres des unes des journaux, on retient : *Un ex-com-zone révèle : « Il y a des armées dans l'armée »*⁶⁴ ou *Le caporal-chef « Godobé » parle : « Il y a du favoritisme au sein de l'armée »*. Des extraits de cette dernière interview rend compte de la frustration et du sentiment de « deux poids, deux mesure » vécu par une frange des éléments des forces de défense, notamment ceux issus des ex-Fanci.

Encadré 6 : indiscipline, favoritisme et frustration

« L'Armée, c'est certes la discipline, force principale qui la caractérise, mais convenez avec moi que la discipline c'est à tous les niveaux. S'il y a un côté qui est favorisé et un autre défavorisé, vous comprenez que la discipline va disparaître pour faire place à l'indiscipline. » (...)

Q : Depuis quand est-ce que cette indiscipline a commencé à être observée au sein de l'Armée ? Maintenant ou depuis 2002 ?

« Je peux dire que cela a été observé à partir de 2003, pendant la crise politico-militaire. En ce temps-là, des jeunes avaient été recrutés par le pouvoir. »

Q : Vous voulez dire que l'Armée était divisée en 2003 ?

« En 2003 la division avait déjà commencé à s'installer. D'autant plus que certains militaires se retrouvaient avec la rébellion et d'autres avec les forces restées fidèles au régime d'alors. Toute chose qui entraînait une certaine méfiance au sein de la grande muette. »

Q : Est-ce à dire que l'indiscipline s'est installée sous l'actuel pouvoir ?

« Affirmatif, le désordre dans l'Armée s'est véritablement accentué avec le pouvoir actuel. Avec à la clef, un favoritisme au sein de la troupe. Les 8400 agents de défense et de sécurité sont nettement plus favorisés que le reste des militaires. Ce sont eux qui ont revendiqué des galons et de l'argent en 2014 et amené le chef de l'Etat à les recevoir au Palais présidentiel. A partir de cet instant, la rupture s'enracinait véritablement au sein de l'Armée. Pour nous, ils n'avaient pas une connaissance militaire. Car, un militaire mal formé est un danger pour la République. Faisant fi de cela, nous les avons formés aux notions de base qui

⁶⁴ Une de l'Inter n° 5573 du mardi 17 janvier.

fondent l'Armée. Malheureusement, rien ne va toujours pas. »

(...) « L'Armée ivoirienne tourne autour de 34 000 hommes. Hormis les 8400 favorisés, il reste plus de 25 000 hommes laissés pour compte. Evidemment, cela crée en notre sein de la frustration. Surtout que nous sommes les formateurs de ces personnes qui foulent régulièrement aux pieds les règles de l'Armée. »

Q : A quel niveau se situe exactement votre frustration ?

« Nous ne comprenons pas que des galons et de l'argent soient distribués à certains, pendant que la grande majorité de militaires est laissée pour compte... »

Source : Le Nouveau Courrier n°1544 du jeudi 19 janvier 2017, p 6.

Dans la foulée des mutineries et des réactions qui les ont suivies, d'autres regroupements d'éléments de l'armée ont donné de la voix. A travers des déclarations signées par des groupes tels que les « ex-AS »⁶⁵ ou « Sierra Delta-Côte d'Ivoire »⁶⁶ et des interviews sous anonymat, ce sont les sentiments de frustration et d'injustice traversant l'armée qui ont été mis au jour. Mais au-delà de l'affect, il est à souligner la présence persistante de factions ou d'embryon de factions dont la maturation fait courir à l'armée des risques d'implosion.

6. Quête permanente de cohésion

La cohésion entre militaires ne semblait pas encore retrouvée malgré les années de cohabitation dans les casernes. Selon nos interviewés, le manque de cohésion s'expliquerait principalement par la promotion des anciens chefs de l'ex-rébellion dans la hiérarchie militaire et la méfiance de ces derniers vis-à-vis de leurs collègues de l'armée nationale. Certes, quelques activités sportives entre les différents corps et même avec les civils ont été menées pour faire renaître la solidarité de corps mais elles ne semblent pas avoir affecté positivement la cohésion générale entre forces de défense. C'est par exemple cet état non-satisfaisant des rapports entre « frères d'arme » qui justifiait l'organisation d'une journée de prière œcuménique par le lieutenant-colonel Doumbia Brahim du 2^e bataillon d'infanterie de Daloa (centre-ouest) afin de « renforcer la cohésion, la solidarité entre militaires et

⁶⁵ Il s'agirait d'un groupe plus récemment intégré dans l'armée et que nous n'avons pu identifier dans la première partie de cette étude. Il compterait environ 2000 militaires, anciennement considérés comme « Agents de sécurité » (AS), et qui auraient intégrés officiellement aux forces armées après la mutinerie de novembre 2014. Ces soldats, avant leur intégration formelle, n'étaient ni des démobilisés, ni des militaires reconnus comme tels, mais continuaient d'être dans les rangs de l'armée. Pour l'heure, nous n'avons pu identifier les origines de ce groupe.

⁶⁶ Un groupe de militaires qui serait constitué d'ex-FDS et d'ex-FAFN dont le porte-parole se dénomme « Charlie-papa-lima ». Ce groupe a signé deux déclarations, la première datant du 27 juillet 2015 pour dénoncer « une mafia dans l'armée » et la seconde du 12 janvier 2017 pour exprimer leur frustration du fait de leur exclusion des « largesses présidentielles » et dénoncer les soldats ex-FAN qui « manœuvrent en solitaire en vue d'être les seuls bénéficiaires de la prime ». Source : <http://www.afrique-sur7.fr/36029/cote-divoire-apres-mutins-groupe-de-militaires-menace/>

resserrer les liens armée-nation »⁶⁷. Ces préoccupations de cohésion et d'unité au sein des forces de défense demeuraient jusqu'à l'éclatement de la mutinerie de mai 2017.

Il faut croire que les dernières mutineries de janvier et mai 2017 sont venues ruiner ces efforts en faveur de la cohésion car encore récemment le chef d'Etat-major de l'arme de terre, le général Julien Kouamé était obligé d'en appeler à la fin de l'usage des désignations telles que « *ex-FDS* », « *les 8.400* », « *les 2.600* » etc. Selon lui, l'armée ivoirienne, si l'armée ne réussissait pas à perpétuer sa propre cohésion interne, elle deviendrait « *un danger pour les populations qu'elle doit protéger si elle demeure préoccupée par les dissensions internes* »⁶⁸. La quête de cohésion et surtout de discipline au sein des forces de défense est plus que jamais remise au goût du jour et se présente comme le plus important chantier de reconstruction de l'armée qui s'impose au général Sékou Touré, nouveau chef d'Etat-major général. Ce dernier a entrepris une tournée des casernes en début juin 2017 pour rappeler son message appelant à la cohésion et à la discipline. Même si en janvier, lors de sa prise de fonction, le nouveau chef d'Etat-major annonçait : « *Je suis le chef d'Etat-major de tous, et loin de moi toutes tendances de favoritisme ou de partialité dans mon commandement. A présent, mon rôle est de vous approcher, recenser vos problèmes et les faire remonter aux autorités, mais à conditions que vous évitiez toutes ces parades et propos qui ne vous honorent pas du tout et encore met en mal l'image de notre armée* »⁶⁹, il n'a pu endiguer la révolte du mois de mai qui a failli dégénérer en affrontement fratricide⁷⁰.

*

* *

« Mais qui va nous mater si on ne renonce pas à vouloir notre argent ? Nos frères d'armes avec qui on a lutté depuis et qui eux-mêmes sont dans le même cas que nous ? C'est nous autres qui formons l'armée du président (Ouattara, ndlr), à part nous il a qui ? » Youssouf, un soldat mutin. Le 14 mai. 2017

L'un des défis majeurs de la reconstruction d'une armée nationale, demeure selon nous la question de la hiérarchie au sein de cette nouvelle armée toujours en construction, notamment concernant les relations entre officiers des ex-FDS et « com-zones » des ex-FAFN. Se posait, à la fin de la crise postélectorale, la nécessité de fusionner une armée de métier et une armée de révolte, toutes deux appelées à la cohabitation et à la collaboration entre leurs différentes composantes. Nous rappelons qu'au sein des FANCI, s'était auparavant développée une culture de faction qui avait permis

⁶⁷ Dépêche AIP, Agence ivoirienne de presse, Daloa, le 15 mars 2016.

⁶⁸ Source : Note d'information du Bureau d'information et de presse des armées (BIPA) mois de février 2017. http://www.ivoirematin.com/news/Societe/cote-d-ivoire-armee-julien-kouame-laquo-_n_17536.html

⁶⁹ Note du Bureau Information et Presse de la Marine Nationale du lundi 30 janvier 2017 reprise par le site internet KOACI. Consultable à l'adresse <http://abidjantv.net/actualites/cote-divoire-le-nouveau-chef-detat-major-des-armees-nacceptera-pas-de-favoritismes-et-de-partialite-sous-son-commandement/>

⁷⁰ En effet, les forces spéciales issues en partie des ex-FAFN avaient été mobilisées par le gouvernement qui au départ, avait fait l'option d'un recours à la force pour désarmer les mutins de la ville Bouaké.

l'apparition en son sein des groupes tels la Brigade rouge, la Camora et autres cités plus haut. Cette organisation en faction a également marqué les FAFN à leurs débuts. Il a fallu une nouvelle structuration des FAFN pour faire disparaître les entités telles que :

- le « bataillon Anaconda » (de Issiaka Ouattara alias Wattao) ;
- la « compagnie Guépard » (de Chérif Ousmane) ;
- le « Fansara 113 » (de Fofié Kouakou⁷¹)
- ou le « bataillon mystique » (de Touré Hervé alias commandant Vétcho⁷²).

A la longue, ces différentes entités se présentaient surtout comme des clans proches de certains chefs militaires et développaient des logiques factionnelles. Notons que même lors de la préparation de la conquête des territoires sous contrôle des forces pro-Gbagbo, les groupements tactiques qui se sont formés l'ont été autour des figures de chefs de guerre rebelles. Par ailleurs à la prise d'Abidjan, en avril 2011, les factions internes de l'ex-rébellion sont réapparues, en particulier dans le quadrillage sécuritaire de la ville. Egalement, les combattants ex-associés aux FRCI en attendant leur intégration sont restés sous l'autorité des chefs militaires pendant plusieurs mois.

Les « com-zones » ont été intégrés dans l'armée à des postes de commandement et des questions ont été légitimement soulevées quant à leur loyauté et celle de leurs hommes, officiellement soumis au commandement d'autres responsables hiérarchiques. L'on se demandait en effet, au bout de combien de temps les réflexes de groupes factionnels feraient réellement place à une discipline militaire à laquelle les nouvelles recrues se soumettraient sans condition. A cette préoccupation, le ministre Alain-Richard Donwahi chargé de la Défense auprès du Président de la République a répondu, en décembre 2016 : « *que les anciens commandants de zones aient encore une mainmise sur leurs anciens hommes est de la légende. Ce sont des militaires qui connaissent les règlements. On pouvait craindre au départ qu'il y ait des fidélités vis-à-vis des anciens « comzones », mais c'est du passé.* »⁷³ Les récentes mutineries semblent avoir démenti cette réponse rassurante et catégorique du Ministre. D'ailleurs, lors des rencontres avec les mutins de Bouaké, le ministre dut se faire accompagner par l'influent ancien « comzone » Issiaka Ouattara (Wattao) pour donner davantage de chance à la négociation. A la suite de la survenue de ces mutineries, c'est le fonctionnement du commandement qui fut remis en cause par les critiques de la sphère politique. « *Que vaut la chaîne de commandement au sein de notre armée quand les soldats sont obligés de se mutiner pour trouver solutions à leurs problèmes* », déclarait M. Joël N'Guessan, le Secrétaire général adjoint chargé de la communication et porte-parole du RDR. Le remaniement de la hiérarchie qui a d'ailleurs remis en selle les anciens « comzones » aurait attesté *de facto* la reconnaissance des liens d'affinité et de loyauté entre eux et « leurs hommes ». Cependant, on ne saurait trop vite accrédi-ter cette influence continue des ex-com-zones sur « leurs hommes » pour au moins trois raisons : (i) leur repositionnement dans la

⁷¹ Fofié Kouakou Martin anciennement com-zone de la zone de Korhogo (au Nord) est une figure emblématique de l'ex-rébellion. Après la crise post-électorale, il a été maintenu comme commandant de la Compagnie territoriale de Korhogo (CTK). Avec le grade de lieutenant-colonel, il est le commandant en second de la deuxième région militaire de Daloa (Ouest).

⁷² Commandant de zone de Katiola sous la rébellion, devenu Lieutenant-colonel Hervé Touré est demeuré le commandant du 3ème Bataillon de Bouaké (ex-fief des FN) même après les mutineries.

⁷³ Côte d'Ivoire : l'énorme défi de la réforme de l'armée ivoirienne, AFP, dépêche du vendredi 09 décembre 2016

hiérarchie n'a pu éviter la survenue de la mutinerie de mai 2017, (ii) prenant le relais des négociations avec les mutins⁷⁴, les ex-com-zones n'ont pu infléchir la position de ces derniers qui leur ont réaffirmé leur détermination à aller à l'affrontement armé bien résumée par le slogan : « L'argent ou la mort », et (iii) les éléments de forces spéciales envoyés pour opposer la force armée aux mutins de Bouaké ont fait défection à l'autorité militaire, dévoilant un commandement non-opérationnel, au prétexte qu' « ils ne peuvent tirer sur leurs frères d'arme ». En somme, une autre leçon à tirer de cette nième révolte des soldats est l'invalidation du schéma consistant à vouloir réorganiser l'armée autour des figures supposées influentes comme celles des anciens com-zones rebelles. L'abandon de cette approche en cours relèverait de la volonté politique et donnerait plus de chance aux autres perspectives de réforme de l'armée ivoirienne (voir encadré ci-dessus).

Encadré 7 : la réforme de l'armée... une vision du ministre

Une action pensée

« Un programme global de réforme du secteur de la sécurité comporte 108 points et il permet de mettre en œuvre toute la stratégie de sécurité nationale qui a été pensée par le Conseil national de sécurité. (...) »

« Cette réorganisation a été conduite de façon participative avec les forces armées de façon à faciliter sa mise en œuvre, même s'il est toujours difficile de réformer l'existant ou de changer les mentalités. »

Nous avons un double objectif

« D'abord nous voulons que notre armée participe à la reconstruction. (...) Ensuite, nous tenons à avoir une capacité de projection pour prendre part à des opérations extérieures. C'est pour cela que nous allons entamer une formation accrue de nos bataillons d'infanterie qui seront formés selon les normes onusiennes et projetables. »

Conditions sociales et de travail du soldat

« Nous voulons que nos soldats soient bien formés, bien armés et qu'ils vivent dans de bonnes conditions. Il n'y a désormais plus d'obstacle au relèvement capacitaire de nos forces. » (...) »

« Il s'agit donc de les rééquiper en armement, de contribuer à leur mobilité terrestre et aérienne, de donner à la gendarmerie des capacités de maintien de l'ordre appropriées. La marine, pour sa part, doit contribuer à l'action de l'état en mer et coordonner l'action de tous les acteurs : les ministères de la Pêche, de l'Environnement, de l'Energie et du Tourisme, ainsi que les douanes. »

« Il s'agit aussi de mettre à la disposition des militaires des casernements aux normes, modernes, qui soient hors des villes, de façon à ce qu'ils évoluent dans des environnements plus sécurisés et moins en contact direct avec la population dont ils

⁷⁴ Le 14 mai, au troisième jour de la mutinerie, une délégation militaire de haut rang composée des principaux anciens « chefs de guerre » dont les influents Wattao, Chérif Ousmane, Koné Zakaria et Touré Hervé alias Vétcho, s'est rendue à Bouaké pour tenter de discuter avec les soldats mécontents.

ne doivent pas gêner la vie quotidienne. Les infrastructures de santé devront aussi être rénovées. Chaque zone de défense sera dotée d'un hôpital militaire. »

Formation pour tous les niveaux

« Nous avons prévu d'agir à tous les niveaux. Du soldat de première classe au général ! Des centres de formation seront construits sur l'ensemble du territoire. Actuellement, nous mettons l'accent sur les études stratégiques ; c'est un volet qui manquait. Un Institut des études de sécurité et défense (IESD) a d'abord été créé et nous venons de signer un partenariat avec un institut de formation français, l'institut Themis, qui a mis en place un cursus de quatre mois destiné aux officiers supérieurs. L'IESD ayant une vocation sous régionale, ses portes s'ouvriront, à partir d'octobre (2016), à des forces armées étrangères. »

Source : Extrait d'entretien du ministre Richard Donwahi accordé à Philippe Chapleau en Juillet 2016. <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2016/07/05/alain-richard-donwahi-16496.html>

En effet, un processus de ré-formalisation est envisagé et semble être amorcé. Cependant, le passif des recrutements informels, officiels et officieux décrits ci-haut, légué au projet de réforme plombe actuellement ce processus. La loi de programmation militaire que l'on veut comme une nouvelle boussole, déroule son plan d'action entre 2016 et 2020 ; un temps qui ne serait pas suffisant au regard de l'ampleur du chantier.

7. En guise de conclusion

Le projet de rebâtir une armée républicaine en Côte d'Ivoire est plus que d'actualité notamment après les récentes mutineries. Il suffit de rappeler que c'est l'irruption des hommes en arme dans l'arène politique en 1999 qui a marqué la véritable fin de la stabilité qui caractérisait ce pays sous le long règne de son premier président Félix Houphouët-Boigny. Au stade actuel de la réflexion que nous menons sur les formes prises par l'institution de défense depuis au moins une trentaine d'années, nous pouvons dire qu'il s'agit encore d'une armée qui cherche ses propres marques entre la distance nécessaire qu'elle doit avoir avec la société politique, la neutralité dans l'accomplissement de son devoir de défendre les institutions de la République et la gestion de la diversité des identités sociales et culturelles qui la composent. Au fil de ces années et plus encore pendant la récente décennie de crise violente, l'armée s'est un peu plus informalisée en laissant prospérer les pratiques de recrutement à la marge des règles. Elle s'est encore plus politisée en se laissant instrumentaliser dans les stratégies de conquête et de conservation du pouvoir par les politiques. L'apparition en son sein de factions est l'un des symptômes visibles de son absence de cohésion interne et surtout de segmentation et d'affaiblissement de ses chaînes de commandement officielles. Par ailleurs, l'expérience en cours, d'intégration des éléments de la contre-insurrection et des combattants rebelles dans une armée qui elle-même après maintes réformes n'avait auparavant pas pu se transformer en véritable armée de métier est venue complexifier le défi d'une réforme en profondeur de cette institution. Avec des anciens chefs de guerre propulsés du grade de caporal au grade de commandant et enfin des milliers de sous-officiers à qui il faut apprendre ou réapprendre l'organisation, l'obéissance à la hiérarchie, l'éthique du métier des armes et le respect des droits de

l'homme, le chantier de la réforme demeure donc très vaste. La loi de programmation militaire votée récemment pourrait-elle répondre à ces nombreuses attentes⁷⁵ ? En attendant sa mise en exécution, dans la foulée des mutineries qui rythment encore la vie de l'institution, le traitement des hommes en armes a connu des bonifications substantielles⁷⁶, au risque de laisser penser que les bruits de bottes et quelque coup de feu sont efficaces pour améliorer les conditions de vie des « corps habillés ». Par ailleurs, la preuve est faite que pour l'heure, la soumission des forces de défense au contrôle d'un pouvoir démocratique, essentielle au processus de RSS est loin d'être atteinte. Enfin, il reste à regretter que les dynamiques négatives décrites tout au long de cette étude aient pris le pas et passé sous silence un processus réellement formel de reconstruction moderne en cours au sein des armées ivoiriennes.

7. Références bibliographies

Airault P. et Mieu B. (2012), « Côte d'Ivoire : méfiance dans les troupes » in Jeune Afrique n°2692-2693, 12 au 25 août 2012

Akindès F. (2007), « La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation », in POAME L., Penser la crise ivoirienne, Paris, Menaibuc, pp.11-33.

Arseniev V. (2007). "Les chasseurs Donso du Mali à l'épreuve du temps." *Afrique Contemporaine* 223(2007/ 3-4) : 341-361.

Chelpi-den-Hamer, M. (2009). Le mythe du jeune désœuvré. Analyse des interventions DDR en Côte d'Ivoire. *Afrique Contemporaine* 2009/4(232) : 39-55

Diarra, Samba (1998), Les faux complots d'Houphouët-Boigny : Fracture dans le destin d'une nation, 1959-1970, Paris, Karthala, 248 p.

Fofana M. (2012), Ethnographie des trajectoires sociales des jeunes enrôlés dans la rébellion en Côte d'Ivoire, Thèse de Doctorat de l'Université Alassane Ouattara, Bouaké, septembre 2012, 350p.

Fofana M., Des Forces Nouvelles aux Forces Républicaines de Côte d'Ivoire, Comment une rébellion devient républicaine in *Politique Africaine* n°122, juin 2011 p 161-178

⁷⁵ Votée le 4 janvier 2016, le début de son application prévoit une réduction progressive, jusqu'en 2020, de l'effectif de l'armée de 4000 hommes en instaurant une prime de départ à la retraite comprise entre 3 et 20 millions de FCFA. Dans le cadre des réformes qu'elle attend mettre en œuvre, la carrière militaire prend désormais la forme de contrats successifs de 5 ans, trois fois renouvelables.

⁷⁶ Le 18 mai 2017, deux jours à peine après la fin de la mutinerie, le gouvernement a pris des décrets portant : (i) revalorisation du taux de bail des logements des personnels militaires, policiers, gendarmes, douaniers, agents des eaux et forêts, gardes pénitentiaires et pompiers civils en la majorant de 20.000 FCFA à partir de janvier 2018, (ii) institutionnalisation des indemnités de risque et de sujétion pour les gardes pénitentiaires, (iii) réduction de la durée de l'avancement des grades qui passe désormais de sept à quatre ans et (iv) prévision de construction de nouvelles casernes dans les quatre régions militaires.

Kieffer Guy-André (2000), « Armée ivoirienne : le refus du déclassement » in *Politique Africaine* n°78, juin 2000 p26-44

Koné, Amadou (2003), *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 230 p.

Lebœuf A. (2016), *La réforme de sécurité à l'ivoirienne*, Les études IFRI, Programme Afrique subsaharienne, Mars 2016.

Mieu B. (2009), Côte d'ivoire : un pays, deux armées, in *Jeune Afrique* n°2538, 30 août- 5 septembre 2009 p 28-30

Miran-Guyon M. (2015), *Guerre mystique en Côte d'Ivoire. Religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Paris, Karthala, 372 p.

Nandjui P. (1995), *Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique*, L'harmattan, Paris, 225 p

Ouattara Azoumana (2008) *l'armée dans la construction de la nation ivoirienne*, in Ouédraogo Jean-Bernard and Sall Ebrima, eds. *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, pp 149-68.

Seck Yérim Cheick, Côte d'Ivoire : l'armée, le pouvoir et la crise, in *Jeune Afrique* n° 2379-2380, 13 au 26 août 2006

Tiémoko Coulibaly (2002), « Sur fond de discrimination ethnique et régionale, lente décomposition en Côte d'Ivoire » in *Le Monde Diplomatique* n°584, novembre 2002